

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE **N° 38**
JEUDI 11 DÉCEMBRE 1969

**JOURNAUX, T.V., RADIO... LA CAMPAGNE D'INTOXICATION
POUR DIVISER LES TRAVAILLEURS CONTINUE**



**CONTRE LES PLANS DE MISERE ET
DE RÉPRESSION DES MONOPOLES CAPITALISTES**

PROLÉTARIAT EN TÊTE

***en avant
pour le Front Uni
du peuple travailleur !***

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **ALSTHOM A TARBES** : la détermination dans la lutte, au 21^e jour est aussi combative qu'au 1^{er} jour. Jeudi matin, les jeunes ouvriers exprimaient leur volonté de lutte pour le retrait des sanctions et pour leurs revendications.
- **ETABLISSEMENTS C.E.M.S.E. (société de construction électromécanique de Saint-Etienne)** : depuis trois semaines, les travailleurs sont en grève avec occupation. Les dernières propositions de la direction sont jugées insuffisantes et ont été repoussées par les grévistes, la lutte continue.
- **PEUGEOT A SOCHAUX** : les manœuvres de la direction ne changent en rien la détermination des 160 pistoleurs sur leurs revendications. Les travailleurs lock-outés exigent le paiement des journées de « chômage technique ».
- **ACIERIE THOMAS A LONGWY** : depuis le 3 novembre les ouvriers pratiquent la grève du zèle en appliquant l'allure de marche dite « au règlement ». Cette action a entraîné la mise en veilleuse de deux hauts-fourneaux.
- **MANUFRA NCE A SAINT-ETIENNE** : la grève se poursuit.
- **PELLICULE CELLULOSIQUE A ANGOULEME** : les travailleurs sont en grève contre les amendes de 10 F à 45 F que la direction leur infligeait pour fiche de travail mal remplie et cette action a commencé le 27 novembre.
- **ETABLISSEMENTS DUVOIR (CONFECTION) AU MANS** : plusieurs débrayages par jour depuis jeudi pour une augmentation de salaire de 0,20 F de l'heure.
- **HOPITAUX PSYCHIATRIQUES** : depuis cinq semaines la grève administrative se poursuit.

LUNDI 1^{er} DECEMBRE

- **USINES DU GROUPE ERNAULT-SOMUA** : débrayages.
- **C.T.A. (COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE TEXTILES ARTIFICIELS A ROANNE)** : débrayages pour les salaires.
- **LYCEES DE CHATEAUROUX, VIERZON ET CALAIS** : les élèves de première et de terminale se mettent en grève pour protester contre l'épreuve anticipée de français comptant pour le baccalauréat 1970.

MARDI 2 DECEMBRE

- **G.P.B. (BATIMENT) A PARIS-9** : 25 ouvriers en grève avec occupation des bureaux. Ils réclament le paiement de leur salaire qui ne leur a pas été versé depuis deux mois.

- **STEWARDS ET HOTESSES DE L'AIR D'AIR FRANCE, AIR INTER, U.T.A.** : 95 % des 2 000 employés font une grève d'avertissement de 24 heures.
- **AIX-EN-PROVENCE** : journée de grève organisée par l'U.N.E.F. d'Aix pour protester contre la condamnation à des peines de prisons d'un ou deux mois, prononcées contre deux étudiants révolutionnaires. En fin d'après-midi une manifestation de 1 500 personnes s'est déroulée dans la ville.
- **UNITE PEDAGOGIQUE D'ARCHITECTURE A PARIS** : plusieurs centaines d'étudiants occupent les locaux du ministère de l'Équipement, boulevard Saint-Germain. Un cours d'une demi-heure sur la crise du logement, les bidonvilles et la politique réactionnaire de M. Chalandon en matière d'urbanisme a eut lieu dans le cadre de la grève. Les forces de répression interviennent une heure après et arrêtent 128 manifestants dont un professeur.
- **FACULTE DES SCIENCES A MONTPELLIER** : les étudiants de la section mathématiques et plusieurs professeurs occupent les locaux administratifs de la faculté contre le manque d'enseignants.
- **UNIVERSITE DE STRASBOURG** : étudiants et professeurs de l'unité d'enseignement et de recherches géographiques décident la grève jusqu'au 6 décembre. Ils réclament des enseignants et des locaux.

MERCREDI 3 DECEMBRE

- **ETS JEUDY (SOUPAPE POUR MOTEURS) A SHIRMECK (BAS-RHIN)** : grève avec occupation pour les salaires.
- **SUD-AVIATION A CANNES** : débrayage pour une augmentation de salaire de 0,60 F de l'heure, la mensualisation, le paiement intégral de la réduction d'une heure du temps de travail qui doit intervenir le 1^{er} janvier 1970.
- **USINE REYNOLDS A VALENCE** : grève de 150 ouvriers pour l'amélioration des conditions de travail.
- **HAUTES-PYRENEES** : 12 000 travailleurs en grève soutiennent la lutte des ouvriers de l'Alsthom. Une manifestation de 6 000 ouvriers s'est déroulée dans les rues de la ville.
- **ARSENAL DE RENNES** : constitution d'un Comité de défense contre la menace de licenciement d'une centaine de travailleurs.
- **ARSENAUX ET ETABLISSEMENTS D'ETAT DES POWDRES** : grève contre la suppression de 2 500 emplois.

JEUDI 4 DECEMBRE

- **P. ET T.** : grève de 24 heures des téléphonistes et télégraphistes pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des effectifs.
- **PAPETERIES DE NAVARRE A ROANNE** : 600 ouvriers en grève pour protester contre 39 licenciements et 15 mutations.
- **DROUARD A PARIS-15^e** : malgré la présence des forces de répression la grève continue.
- **P. ET T. A TOULOUSE** : le personnel de la recette principale arrête le travail pour protester contre l'attitude des chefs de service qui « se bornent à enregistrer les doléances syndicales sans y donner suite ».

VENDREDI 5 DECEMBRE

- **SUD-AVIATION A TOULOUSE** : 2 000 travailleurs débrayent et manifestent dans les rues de la ville.
- **LYCEE TECHNIQUE A ARMENTIERES (NORD)** : 300 élèves des classes de techniciens supérieurs se mettent en grève par solidarité avec les élèves d'une classe technique électronique privée depuis un mois de professeur d'électronique.

SOUSCRIPTION NATIONALE
A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

		Francs
TOTAL PRECEDENT		73 968,88
Un lecteur	Sud-Morbihan	150,00
R. L. (décembre)	Var	10,00
S. P., lycéen	Var	5,00
C.D.H.R.-Pernety	Paris	210,00
C.D.H.R.	Châtenay-Malabry	20,00
C.D.H.R.	Paris-5 ^e	100,00
C.D.H.R.	Aix-en-Provence	15,00
C.D.H.R.	Vaise-la-Duchère	10,00
V. C.	Marans	20,00
Des anciens résistants du 11 ^e (décembre)	Paris	25,00
P. R.	Rouen	17,00
C.D.H.R.	Boulogne-sur-Mer	10,00
C.D.H.R. (novembre)	Noisy-le-Sec	556,90
TOTAL GENERAL		75 117,78

L'H. R. EN DANGER !

Comme nous l'avons déjà dit dans différents numéros de l'H.R., notre journal ne peut vivre et prospérer que par l'aide effective financière que lui apportent ses diffuseurs, ses lecteurs et ses sympathisants. Il est donc une des tâches auxquelles chaque C.D.H.R. doit apporter toute son attention. C'est une tâche politique importante — encore plus importante à l'heure actuelle où le pouvoir cherche par tous les moyens, notamment procès pour diffamation envers notre journal, à faire disparaître la presse marxiste-léniniste. Il est donc du devoir de chaque militant de C.D.H.R., de chaque vendeur, de chaque sympathisant de notre journal d'aider financièrement celui-ci à vivre et à se développer, et à envisager un soutien encore plus effectif en face d'une tentative du pouvoir de le faire disparaître par le biais d'un procès en diffamation et outrage public, avec demande de dommages et intérêts de plusieurs centaines de milliers de francs.

Que chaque C.D.H.R. prenne des initiatives pour renforcer sa participation à la souscription nationale.

La campagne de l'U. N. I. C. E. F., une campagne abjecte de l'impérialisme

Pendant huit jours consécutifs, la radio, la télé, la presse, nous ont abreuvé de leurs pleurnicheries sur l'enfance malheureuse dans le monde. Pendant huit jours, nous avons eu les oreilles rebattues sur le « A votre bon cœur, messieurs-dames », pour sauver les enfants du monde mal nourris dans les pays sous-développés — pendant huit jours « l'information » bourgeoise a essayé de nous faire croire que ce n'est que par l'UNICEF et grâce à elle qu'il n'y aura plus de gosses dans la misère sur notre planète.

Or, qu'est-ce que l'UNICEF ? Comme toutes les organisations de « bienfaisance bourgeoise », ce sont en priorité des organisations lucratives faisant d'abord bien vivre un certain nombre de « hauts dignitaires », touchant de 8 000 F à 10 000 francs par mois plus les frais de déplacements payés sur les collectes faites auprès des masses trompées par l'idéologie bourgeoise, idéologie faisant croire que l'argent peut changer la face du monde ; ensuite c'est une organisation qui sert aux impérialistes, américains en tête, à perpétuer leur domination sur les pays

qu'ils prétendent aider par la présence de techniciens de « la misère », et par la présence d'agents-espions au service des impérialistes. Ce sont des organisations qui tendent également à écarter à prix fort les surplus des capitalistes, en blé, sucre, farine, chocolat, surplus devenus invendables parce que trop anciens.

Pour couronner cette campagne, il nous ont offert un « spectacle royal » de « dames » en fourrures et diamants et de « messieurs » en smoking y allant de leur « obole généreuse » avec l'argent volé au peuple, et le speaker de les citer en exemple pour demander aux simples gens de faire comme eux, de participer au sauvetage de l'enfance malheureuse.

Ce spectacle était d'ailleurs comme l'UNICEF assez déplorable. On y voyait les Danseurs de l'Opéra de Bakou, de l'Ensemble folklorique polonais et de l'Ensemble folklorique roumain apporter leur caution par leur présence à cette quête honteuse du petit franc pour sauver un gosse.

Nous disons, nous, marxistes-léninistes, que

cette escroquerie à la misère est proprement abjecte, la seule et unique façon de sauver les gosses dans la misère est d'abord de combattre les causes de la misère, c'est-à-dire de combattre l'impérialisme qui engendre cette misère, c'est de combattre le système capitaliste qui permet le profit maximum pour une caste de profiteurs, au détriment des plus larges masses.

Pour réellement défendre l'enfance malheureuse, il faut lutter contre l'impérialisme et contre le capitalisme qui engendre par son égoïsme et son hypocrisie l'enfance malheureuse.

(1) Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance créé en 1946 pour venir en aide aux enfants des pays dévastés par les guerres impérialistes... Le conseil d'administration comprend 30 pontifes élus par le conseil économique et social de l'O.N.U. et le directeur général élu directement par le secrétaire général de l'O.T.A.N., ce qui souligne bien l'obédience aux U.S.A. de cet organisme

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h	sur 31, 42 et 215 m ;	
			23 h 30	sur 31 et 41 m.	

**TOUS LES JOURS LES NOUVELLES DES LUTTES
DES PARTIS MARXISTES-LÉNINISTES DU MONDE ENTIER**

ÉDITORIAL

Frapper ensemble et en même temps !

L'offensive du capital contre les conditions de vie des masses s'intensifie, prenant des allures de véritable provocation : licenciement collectif de 1 200 travailleurs à Manufrance, 2 600 dans les centres atomiques...

Par une campagne de presse, par la radio, la télévision et des sondages d'opinion « commandés » par le gouvernement, le pouvoir des monopoles cherche à dresser une partie de l'opinion contre les grévistes, préparant des limitations ou des interdictions ultérieures du droit de grève. Les C.D.R. en même temps proposent de se faire les champions d'une « majorité silencieuse » et pour cela d'étouffer le peuple qui crie sa colère et sa révolte.

Partout la répression policière contre les masses en lutte s'accroît : près de deux cents arrestations, des milliers d'interpellations et de contrôles à la suite du véritable état de siège instauré à Paris le 14 et 15 novembre par des dizaines de milliers de C.R.S., l'expulsion par la police des grévistes des centres E.D.F., l'arrestation et la condamnation expéditives de trois militants paysans dans l'Ouest, le matraquage des commerçants à Lyon, multiples arrestations de nos militants sur les marchés. Ces mesures marquent la volonté, exprimée avec d'authentiques accents fascistes par Debré au Congrès U.D.R. de Montpellier, de mener dans les mois qui suivent une lutte implacable contre les révolutionnaires. Et il ne faudrait pas s'étonner s'il y avait des « victimes », ajouta Marcellin-la-Matruque.

Cette aggravation de la fascisation a pour complices les dirigeants des organisations traditionnelles, ouvrières, paysannes et commerçantes, qui organisent systématiquement la division des luttes afin qu'elles se déroulent en ordre dispersé, corporation par corporation, région après région, au mépris des aspirations les plus profondes des masses populaires à frapper ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS.

Partout le mécontentement et la combativité sont grands : les usines partent en grève les unes après les autres. Cette volonté de lutte à la base est d'autant plus forte qu'il n'y a pas avant quatre ans d'élections à faire miroiter ; mais qu'à cela ne tienne ! Les dirigeants révisionnistes s'efforcent de faire prendre patience à leurs militants en leur faisant miroiter un autre mirage, celui du Front syndical commun au sommet, bien sûr !

Outre la difficulté d'arriver à un accord (mais c'est toujours ça de pris ! tant qu'un accord n'est pas conclu on peut dire aux militants : attendez !) un tel Front, s'il se réalisait n'aurait qu'un but : saboter l'action des masses.

Nous connaissons bien ces hommes qui ont signé à Grenelle la fin de la lutte de 10 millions de grévistes, la fin de la grève des autres, la fin d'une grève qu'ils n'ont pas voulu et qu'ils n'ont pas pu empêcher, qu'ils ont rejoint, pénétré et saboté. Séguy, Descamps et Bergeron savent très bien ce qu'ils font : ils sont opposés à tout prix à des luttes de classes résolues.

Complices du pouvoir des monopoles, ce sont eux qui, en signant l'accord sur la garantie de l'emploi ont couvert de leur autorité les licenciements collectifs et les fermetures d'usine, rendues tranquilles et légales par cet accord.

Sabotage des luttes de l'intérieur par les révisionnistes et les réformistes, répression et fascisation de l'extérieur par le pouvoir des monopoles : le travail est bien partagé.

Peut-être les révisionnistes pensent-ils désarmer le fascisme en cédant à tous les désirs des monopoles ? Les reculs répétés, la vie l'a montré, encouragent au contraire les forces fascistes à aller toujours plus loin.

Avant de la mettre en pratique, la bourgeoisie brandit le fascisme comme une menace et exerce le chantage suivant sur la classe ouvrière : « Votre sort ne vous satisfait pas, mais contentez-vous-en car il pourrait être pire sous le fascisme ! » Aussitôt les révisionnistes reculent, louvoient, capitulent. « C'est vrai ! »,

disent-ils en écho en s'adressant à la classe ouvrière, « restons calmes, dignes, arrêtons les grèves, les manifestations ! On nous offre des négociations, négociations, des participations, participons, etc. ». Ce faisant, ils tentent de démobiliser les masses, de les démoraliser, d'affaiblir la lutte contre le patronat. La bourgeoisie se renforce et poursuit son agression antipopulaire. Voilà pourquoi il est juste de dire des révisionnistes d'aujourd'hui, comme des sociaux démocrates d'hier, qu'ils font le lit du fascisme.

Les derniers événements montrent bien que les capitulations et l'opportunisme n'évitent pas au P. « C. » F. d'être attaqué par les hommes des monopoles. Mais prenons-y garde : il ne s'agit pas de véritables attaques contre le P. « C. » F. mais de divergences entre lui et l'U.D.R. sur les meilleurs moyens d'assurer la paix sociale.

Les invectives de l'U.D.R. contre le P. « C. » F. ont deux buts :

1) effrayer les dirigeants du P. « C. » F., les rendre encore plus dociles, plus coopératifs, plus complices ;

2) accréditer l'idée d'un complot subversif pour justifier les mesures fascistes actuelles et à venir.

Les révisionnistes vont de plus en plus s'enfoncer dans la trahison, morceler encore plus les luttes, donner de nouveaux gages de bonne volonté au pouvoir : lutte accrue contre les « gauchistes » et l'« aventurisme », acceptation ici et là d'accords de participation (du genre contrats de progrès à la manière scandinave peut-être, où les syndicats sont tenus responsables des grèves qui pourraient avoir lieu pendant le temps du contrat, donc prennent eux-mêmes en mains le soin de les éviter), illusions

du Front syndical commun, tremplin du programme commun, lui-même tremplin vers la démocratie « avancée ».

Au moment où le régime se fascise, où la démocratie bourgeoise jette bas le masque de plus en plus et montre qu'elle est un régime de dictature sur le peuple et de liberté pour les exploités, prôner une alternative « démocratique », est le comble de la trahison : car de quelle démocratie s'agit-il ? Démocratie bourgeoise, c'est-à-dire liberté pour les patrons d'exploiter, de licencier en masse, de réprimer, de calomnier les grévistes, ou démocratie prolétarienne, démocratie populaire ?

En fait, c'est la démocratie bourgeoise que défendent les révisionnistes ; ils vont ainsi être tout naturellement conduits à élargir vers la droite le « front des forces ouvrières et démocratiques » qu'ils proposent ; il n'est pas exclu que Waldeck et ses amis en appellent à l'aile soi-disant « gauche » des gaullistes (ils ont bien collaboré avec eux après la Libération), aux hommes de Lecanuet (comme Guy Mollet et Savary l'exigent).

Mais tout cela ne répond pas à l'actuelle volonté de lutte directe, à la base, des masses. Les militants de base honnêtes du P. « C. » F. et de la C.G.T. seront conduits à préconiser contre l'avis de leur direction la même solution que nous : unité à la base et dans l'action — classe contre classe ! Osant passer outre aux consignes démobilisatrices et sans portée de leurs directions, ces militants seront désavoués et combattus ; ils rejoindront de plus en plus les nouvelles organisations de lutte de classe qui naissent au sein des masses comme les comités de base et les conseils ouvriers.

Abonnez-vous...	Nom	abonnement ordinaire :
	Prénom	20 F pour 6 mois
	Adresse	40 F par an
	abonnement de soutien :
		40 pour 6 mois
		80 par an
		abonnement pour
		l'étranger (par avion) :
		120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

FAITES CONNAITRE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG :

Œuvres du président Mao, en langue française :

- « Le Petit Livre Rouge » des citations ;
- « Sur la Guerre Populaire » ;
- « Les Cinq Articles les plus lus » ;
- « Les Quatre Essais Philosophiques » ;
- Les Œuvres Choies (4 tomes et « Ecrits Militaires »).

DIFFUSEZ LES BROCHURES CHINOISES :

- LIN PIAO : « Vive la Victorieuse Guerre du Peuple » ;

Et parmi les derniers titres :

- LIN PIAO : Rapport du IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois ;
- Statuts du Parti Communiste Chinois ;
- Réédition de textes classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

LISEZ PEKIN-INFORMATION

Hebdomadaire politique international comprenant les principaux articles de la presse chinoise et d'autres importants documents du mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Achetez ou commandez ces ouvrages :

- A la librairie « Le Phénix », 72, bd Sébastopol, Paris (2^e) ;
- Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14^e), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui la Chine »), 1 F.
- A l'H.R., B.P. 134, Paris (20^e).

SUD AVIATION (Toulouse) VIVE LA LUTTE DES JEUNES TRAVAILLEURS HORAIRES

L'usine la plus importante de Toulouse est Sud-Aviation. Il y a 7 000 ouvriers répartis en trois lieux de travail : Saint-Martin (montage des avions), Blagnac (bureaux d'études et construction des pièces), Saint-Eloi (salle de traçage).

Or, depuis 15 jours les grèves se succèdent. Elles étaient de 1 heure jusqu'à un après-midi. Les causes de ces grèves :

1) Le personnel horaire pour des revendications préparées par les syndicats révisionnistes ou réformistes avec processions muettes à l'intérieur des bâtiments de Blagnac.

2) Les mensuels pour soutenir les revendications des horaires ainsi que pour le traditionnel cahier de doléances avancé par les syndicats depuis 68 et qui servira encore tel quel jusqu'à quand ?

Il est à souligner à l'intérieur même de l'usine un manque total d'information de la part des bonzes syndicaux sur l'état des luttes respectives entre horaires et mensuels et entre les différentes usines. « Unité à la base, Unité d'action » ce ne sont que des mots très éloignés de la pratique pour les révisionnistes.

Mais aujourd'hui 27 novembre, les ouvriers réagissent et prennent la direction de la lutte.

Tout d'abord le 26 un tract est déposé devant chaque place de chacun des ouvriers par les gardes de l'usine pendant la nuit. Ce tract est signé Henri Ziegler, directeur de Sud-Aviation (il est l'ancien patron d'Air-France). C'est lui qui a saboté la construction de l'Armagnac 2 000 sous la IV^e, au profit des avions américains DC 3 et DC 4, en refusant d'équiper Air-France avec cet avion, construit par les ouvriers de Sud-Aviation, parfaitement valable). Ce tract chante l'entente cordiale du patron, des représentants du personnel et des responsables syndicaux qui ont « procédé à un examen des problèmes de toute nature qui pouvaient se poser » ce qui aurait entraîné :

1) Une augmentation de 1 p. 100 à partir d'octobre, 1 p. 100 à partir de novembre.

2) Un examen « approfondi de ces questions assez complexes ».

3) « Un développement de la documentation qui serait remise aux délégués pour faciliter les débats ».

4) Amorçage d'une « politique d'harmonisation ».

Et il termine par ces lignes :

« Il ne paraît pas dans ces conditions que les mouvements d'arrêt de travail soient de nature à mieux éclairer un problème déjà reconnu et dont l'étude est amorcée. De tels mouvements ne pourraient être qu'endommageables pour la société, donc pour l'ensemble de son personnel, sans apporter d'éléments nouveaux à un débat qui est engagé ».

Nous avons là un tract complet où nous trouvons la preuve de la collaboration des syndicats et du patronat, la preuve de leur perte de combativité au profit de la parlotte et des magouillages, leur peur : surtout pas de grèves, « pas d'arrêt de travail » et enfin leur démagogie comme si les bénéfices des capitalistes tels que cet Henri Ziegler pouvaient toucher ces travailleurs surexploités.

Mais à Sud-Aviation ce 27 novembre la base s'est levée et a répondu à ces tigres en papier.

Réunis en assemblée générale spontanée les jeunes travailleurs horaires, travaillant sur les machines-outils décident à environ 600 voix la grève illimitée et sur le tas à partir du 1^{er} décembre, contre environ 400 voix pour les grèves tournantes (proposition C.G.T.) et 150 pour des arrêts de travail variant entre une demi-heure et 2 heures. Conscients de leur force ils obligent les syndicats à se plier à leurs décisions. Ils tirent un tract annonçant le début de la lutte pour leurs justes revendications :

1) Parité des salaires entre toutes les usines de Sud-Aviation (celles de Marignane et de Courbevoie sont beaucoup plus payées).

2) Primes de « travail en équipe » à augmenter. Faire les 3 x 8 est un travail obligatoire pour les ouvriers, ce qui perturbe leur vie quotidienne et familiale, dérègle leur système nerveux. Lorsqu'on les oblige à travailler ainsi c'est afin d'achever une pièce urgente qui entraîne si elle n'est pas terminée une perte de rendement et donc de bénéfice pour le patron. La prime donnée aux travailleurs n'est donc pas du tout proportionnelle au travail effectué et à ses inconvénients.

Face à cette situation les « responsables » C.G.T., lancent un mot d'ordre de grève de 2 heures pour les mensuels afin de soutenir les jeunes travailleurs horaires. Mais ils expliqueront tellement bien le point de vue des horaires qu'à Blagnac sur environ 500 syndiqués C.G.T., 100 sortiront. Parmi les non-grévistes des membres du P « C » F ! A la salle de traçage tenue par la C.G.T. à peine 40 p. 100 de grévistes au lieu de 95 p. 100 d'habitude !

Cette situation éclaire de plus en plus les travailleurs sur la trahison de la C.G.T. valet du P « C » F c'est pourquoi, unis à la base et dans l'action ils mènent la lutte contre le patronat et le capitalisme.

Soutenons leur juste lutte jusqu'à leur victoire malgré les révisionnistes et les réformistes.

A Toulouse la lutte des travailleurs n'est pas propre à Sud-Aviation. Elle touche également Air-France, l'ONIA où 600 ouvriers sont licenciés. Ceux qui restent vont subir le même sort mais les ouvriers s'organisent, la riposte est en marche : occupation et blocage de la R.N., information de la population toulousaine, manifestations dans la ville, « visite » au préfet.

Face au capitalisme en crise, unis à la base, dans l'action, tous les travailleurs en lutte mettront en échec la politique réactionnaire du gouvernement.

Dernière minute : Pour rattraper la journée de mercredi où l'usine de Sud-Aviation était fermée (grève E.D.F.) le patron voulait faire travailler le samedi. Tous les syndicats étaient d'accord pour ne pas rattraper cette journée. Les premiers à la porte le samedi matin pour travailler furent les responsables C.F.D.T. et F.O. Par contre la base était absente.

Vive la conscience politique des ouvriers et qu'ils servent de leçon aux bonzes syndicaux de Sud-Aviation.

Un travailleur
sympathisant H.R.
en collaboration
avec le C.D.H.R. Joseph Staline
de Toulouse.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS GRONDE !

Si la prise de conscience prolétarienne « classe contre classe » se développe actuellement chez les cheminots, elle touche également une catégorie de travailleurs du rail, qui bien que n'appartenant pas à la corporation S.N.C.F., n'en est pas moins durement exploitée.

Cette lettre de syndicalistes, travailleurs de la C.I.W.L., se révoltant contre

l'exploitation capitaliste, contre le licenciement de leurs délégués de base, contre l'inertie du syndicat C.G.T. en est une preuve supplémentaire.

Il existe ainsi une foule de professions où l'exploitation pour être moins « visible » n'en est pas moins féroce.

Aux marxistes-léninistes d'organiser ces travailleurs abandonnés des organisations de classe.

Depuis plusieurs semaines, la Compagnie Internationale des Wagons-Lits est le théâtre de nombreux bouleversements qui n'ont, croyez-le, aucune raison de nous être favorables.

Déjà la division de notre Compagnie en deux parties : d'une part le service roulant, d'autre part le service restauration a trop tendance à ressembler à l'un des principes fondamentaux du système exploiteur « Diviser pour régner ! » pour que l'on ne prenne pas cette manœuvre au sérieux. Car n'oubliez pas, camarades, que cette mesure divise de fait, toute la masse laborieuse et l'appareil sur tous les plans, y compris sur les principes mêmes des conventions collectives. Ce qui permettra, à l'avenir, à la Compagnie de multiplier les décisions primitives, comme celle appliquée au camarade Lozano, qui n'a fait, en réalité, qu'appliquer son devoir de délégué sur les bases de Gaston Monmousseau, créateur du syndicat qui doit vous défendre.

Ensuite, la nomination de l'ancien inspecteur des Finances et directeur de l'O.R.T.F., Bernard Dupont, comme directeur, prouve bien, par le passé économique-politique de ce renégat, la voie choisie par la Compagnie. N'oublions pas la parole de cette marionnette du gros capital avant son entrée à la C.I.W.L. : « Je vais remuer la poussière ». Qui est la poussière ? Dans la mesure où nous la représentons, que Dupont sache que chaque molécule poussiéreuse que nous sommes est consciente et sait que l'intérêt économique du capital, c'est-à-dire l'intérêt privé, est calculé au détriment de l'intérêt commun, nous le savons et sommes prêts à enrayer son dépoussiérage.

Enfin, camarades, n'oublions pas tous ces détails d'une très grande importance.

1° La Compagnie des Wagons-Lits a rejeté toutes les revendications professionnelles posées le 14 octobre, faute de moyens, ce qui ne l'empêchera pas, de mettre sur pieds plus tard, un véritable cirque publicitaire avec l'engagement de Raymond Oliver, avec un contrat de l'ordre de 400 000 F pour trois ans et aussi de psychologues dont le rôle est de nous « psychanalyser » !!!

2° Beaucoup de nos camarades sont partis de cette société, écœurés par l'augmentation des horaires, la diminution des repos, la stabilité et même le recul des salaires, et l'organisation anarchique du travail.

3° Nombreux de nos camarades ont récemment été victimes de l'injustice patronale, passant outre, le conseil de discipline et ne prouvant jamais les actes commis, la crapuleuse direction les a renvoyés. Ceci est une méthode de licenciement.

4° D'autres, parce qu'ils critiquaient à juste raison le matériel « outil de travail de l'ouvrier » ont été priés de

se taire sous peine de sanctions.

5° Tout ouvrier rentrant à la Compagnie est renvoyé à la fin de la saison et est rengagé deux jours après afin de ne pas le titulariser. Ceci concerne les jeunes, mais beaucoup d'anciens sont convoqués à la visite de fin de carrière avec trois ou quatre ans d'avance et souvent révoqués pour incompatibilité de travail. Ce serait très bien s'ils pouvaient toucher leurs retraite et primes, mais ils ne toucheront ce dû que lors de la retraite réelle.

6° Et n'oublions pas non plus cette augmentation sans cesse croissante des contrôleurs secrets qui sont appelés à jouer un véritable rôle de gestapo dans l'entreprise, afin de déceler les éléments perturbateurs susceptibles de compromettre le balayage et le dépoussiérage à la Dupont.

Pourquoi toutes ces mesures totalitaires et anti-sociales ? Tout simplement pour qu'en 71 la Compagnie des Wagons-Lits présente un bilan négatif sur le plan social, ce qui serait un grand point pour son non renouvellement du contrat : W.-L.-S.N.C.F. : « Licenciements + non titularisation + retraites anticipées ou non » = peu de personnel, donc possibilité de laisser choir le service roulant sans trop de heurts. Manœuvre intelligente mais comprise par la masse laborieuse qui ne se laissera pas avoir.

— Camarades, sauvons les Wagons-Lits pendant qu'il est temps.

— Expulsons les valets syndicaux trop mous vis-à-vis de Dupont et sa clique.

— Imposons-leur des méthodes révolutionnaires qui déboucheront sur la faillite du système bureaucratique

— Vengeons le camarade Lozano, victime de l'injustice patronale.

— Exigeons nos revendications professionnelles telles que :

- Suppression des débits.
- Augmentation des salaires.
- Suppression des pourboires.
- Suppression des contrôleurs secrets.
- Egalité des participations à tous les échelons.
- Réforme du conseil de discipline.
- Suppression de l'imposition du travail.

Toutes ces revendications ont déjà été posées mais ont toutes été refusées.

Luttons à l'image de Gaston Monmousseau et à celle de Pierre Semart et laissons les réactionnaires Ségué et compagnie à la remorque des patrons.

Unissons-nous en comités de base afin d'envisager la lutte sérieuse contre les fascistes patrons.

Des ouvriers
de la Compagnie Internationale
des Wagons-Lits.

MARSEILLE : GRÈVE DES DOCKERS

les accouciens ont lock-outé les ports. Cette décision est une attaque directe contre les travailleurs en lutte, une provocation, un chantage pour tenter de nous mater, de nous obliger à abandonner.

En accord avec le Gouvernement, les accouciens rentrent dans la danse. Partout où se mène la lutte, dans les entreprises, à la campagne, à l'université, le patronat établit son réseau d'intimidation (intervention des flics dans les centres E.D.F. en grève, intervention en accord avec des bandes fascistes en face de médecine).

Les patrons veulent nous jauger, voir jusqu'où nous irons.

Mais ils ne veulent pas y perdre.

Pour cela, ils cherchent des armes.

A Marseille ils en ont trouvé une : la SOCOMA (1) embauche. Pourquoi ?

Serait-ce parce que les directeurs de cette société seraient du côté des dockers ? Non, ce sont des patrons comme les autres et ceux qui y travaillent le savent bien !

Au cours du lock-out de 1967, l'une des pressions qui ont fait reculer le patronat, a été l'asphyxie très rapide de la Corse et le mécontentement populaire qui en suivit : aucun bateau ne la ravitaillait.

En fait la SOCOMA, est justement la société chargée des lignes de Corse et des primeurs.

Ainsi les accouciens, sous couvert de divergences entre eux, évitent de commettre les « erreurs » d'un passé tout proche :

— d'une part la Corse serait à l'écart des rigueurs du lock-out et donc des risques de protestation qui s'en suivraient ;

UNITÉ A LA BASE

DES DIRECTIONS DE SYNDICATS C.G.T. SIGNENT DES ACCORDS DE PARTICIPATION

ATTENTION AU BOUC !

Après d'autres, avec d'autres (!!!), le syndicat C.G.T. de Camping-Gaz signe, le 20 novembre, un accord sur la participation. Disons-le tout net : c'est de la collaboration de classe à 100 %. Les militants syndicaux qui ont signé cet accord par faiblesse et opportunisme devraient se poser sincèrement la question : pourquoi « Le Progrès » (journal réactionnaire et ultra-sionniste du capital dans la région lyonnaise) publie-t-il avec tant de complaisance et sous un titre en caractères gras (inusités quand il s'agit de relater les luttes...) le communiqué justificatif du syndicat ?

A notre avis, c'est parce que le capital souhaite que cet exemple soit suivi ; parce que ce qui compte pour le capital : ce sont les faits, les actes. Le capital veut beaucoup de signatures comme ça, afin que les illusions sur l'avenir fassent accepter le présent. Le capital, par ces accords qui promettent de l'argent (dans cinq ans si l'accord est signé par le comité, d'entreprise, ou dans huit ans s'il n'est pas signé) vise de toute évidence à compromettre encore plus les syndicats, en précipitant leur dégénérescence, à s'assurer leur collaboration plus avant ; en les conduisant pas à pas à une passivité toujours plus grande. Cet argent à venir dans cinq ou huit ans, qui en verra la couleur ? Alors que de toute évidence la crise s'aggrave très vite ! (et Camping-Gaz, comme l'automobile et l'électroménager, etc.), ne sera pas le dernier frappé par les « réductions d'activité » qui s'annoncent encore plus proches.

Et le simulacre de bonne volonté accompli, le mirage de « la forte somme dans cinq ans » s'insinuant dans les têtes grâce à l'accord accepté par les syndicats, le tiroir-caisse reste fermé. L'enveloppe de paie reste aussi légère, mais dans cinq ans...

Il faut remarquer que le capital — tout en brandissant bruyamment la carotte de la participation — est à l'offensive par-

tout où il l'ose — (1200 licenciés à Manufrance) et attaque des centres E.D.F., etc.). Corrompre, séduire et tromper très vite, ou bien mettre à genoux, telle est bien la tactique du capital aux prises avec ses échéances. Il est pressé le capital ! La crise monte vite.

Et les syndicats de Camping-Gaz — et d'autres ailleurs — ont signé... avec des réserves bien sûr... Mais les réserves ne sont pas dans l'accord signé ; elles lui sont extérieures. Quelle farce !

En d'autres termes, le syndicat « s'incline en protestant », puis s'efforce de se justifier en montrant que cet accord présente quand même « des avantages » : 8 % d'intérêts indexés ! Rendez-vous compte, ma chère ?

Si ce n'était pas si lamentable, on rigolerait de bon cœur. Mais qui sont donc les inspireurs de cette collaboration de classe de fait ? Le patronat ? Oui, bien sûr. Mais il en a inspiré d'autres : Krasucki, bras « droit » de Séguy, mange le morceau dans un livre intitulé « Syndicats et lutte de classes », publié récemment.

A la page 27, ce renégat droitier écrit à propos de la participation : « Bien entendu, au point de vue purement pratique... nous n'allons pas dire aux travailleurs de le refuser... nous avons donc conseillé à nos syndicats de conclure ces « accord » lorsqu'ils seront proposés en exigeant un certain nombre de garanties, de moyens de contrôle et en choisissant la formule la moins mauvaise. Toutes les indications ont été publiées à ce sujet. »

En d'autres termes : Du principe à la pratique... tout l'art de sinuer.

Et puisque ce passage de haute volée opportuniste est intitulé : « Ni bique, ni bouc », nous voudrions sincèrement demander aux dirigeants du syndicat de Camping-Gaz : ne vous sentez-vous pas un peu chèvres, camarades ? Gaffe au bouc, les gars !

Correspondant H.R., Lyon.

ROUBAIX : SOLIDARITÉ AVEC KELOUFI ABDEL KHADER, EXPULSÉ DE FRANCE !

La rage au cœur

Oui, c'est la rage au cœur que nous assistons quotidiennement à l'aggravation de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

L'autre jour, c'était un quotidien « communiste » qui déléguait son photographe pour photographier des inscriptions murales appelant les ouvriers à l'action, et pour donner le numéro minéralogique de la voiture du « barbouilleur » présumé. Certains lecteurs ont sans doute réagi comme il le fallait, en abandonnant à jamais le journal d'une équipe de mouchards.

Le lendemain, c'était « Nord-Eclair » qui relatait l'expulsion d'un Algérien militant « Mao-Spontex ». Sans un mot d'indignation, ni même de critique. Le maoïsme, c'est le nouveau racisme de la bourgeoisie, c'est une occasion pour le fascisme de déverser son venin sur un « étranger ».

Keloufi Abdel Khader avait eu le rare courage de surmonter le sentiment de solitude qui assombrit bien souvent la vie de l'ouvrier immigré africain chez nous, et se sentait solidaire des autres travailleurs. En outre, il était intelligent et s'était fait une opinion sur la question sociale. Mieux, il éprouvait le besoin, si rare malheureusement, de communiquer à d'autres ce qu'il considérait comme la vérité. Que de titres pour mériter le respect de sa personne et de ses intérêts, de ceux de sa famille en Algérie !

On ne peut certes, s'étonner que les sbires du gouvernement FRIC-FLIC aient vu en lui un ennemi, mais que dire du manque de solidarité des délégués syndicaux français ?

Mais l'heure viendra, ici comme ailleurs, où les coupables auront à rendre des comptes. Qu'en penses-tu, lecteur ?

(Extrait d'un supplément à H.R. pour Roubaix.)

LE LOCKOUT NE BRISERA PAS NOTRE LUTTE !

— d'autre part les denrées périssables et les primeurs seraient tous déchargés.

En acceptant cette manœuvre, c'est-à-dire, pour nous, en acceptant d'être embauchés par la SOCOMA, nous donnons aux acconiers les moyens de nous épouser. En effet, dans ces conditions, les patrons se sentiraient plus forts, ils maintiendraient le lock-out beaucoup plus longtemps : ils n'y perdraient pas trop et ils s'en sortiraient affermis. Car pour eux, ne l'oublions pas, le double enjeu est de réorganiser le port à leur manière, baigne pour certains, chômage pour les autres, et de nous obliger à abandonner nos revendications.

A nous de choisir. Notre lutte, c'est celle du travail contre le capital, nous devons la gagner. Les patrons devront reculer. Pour cela, notre unité ne passe pas par un roulement dans l'embauche à la SOCO-

MA, mais bien au contraire par un refus de tous les dockers d'accepter une seule journée de travail, tant que les acconiers n'auront pas cédé (même si pour cela nous devons perdre l'indemnité de garantie).

Vingt acconiers ne peuvent rien contre des milliers de dockers...

Tous les travailleurs du port doivent se joindre à cette lutte : c'est aussi la leur ; aucune opération ne devrait se faire dans les compagnies de navigation, tant que le lock-out ne sera pas levé.

Tous unis contre l'offensive patronale.

Tous unis contre le lock-out. (Tract distribué à plusieurs milliers d'exemplaires par le Comité d'Action Etudiants-Travailleurs du port.)

(1) La SOCOMA a pour patrons, rapelons-le, les « camarades socialistes » Deffere (maire), Andrieu et Loo.

SUR LA GRÈVE DE L'E.D.F. ET LA TRAHISON DE LA DIRECTION C.G.T. : DES TRAVAILLEURS NOUS ÉCRIVENT ...

(cf 8 également)

Chez les ouvriers de l'Electricité et du Gaz, la colère grondait ces derniers temps. Les gars en avaient marre ; marre de vivre à moins de 1 000 F par mois (beaucoup à 750 F !), et surtout marre des parlottes, où ils savent que les patrons ont le dernier mot tant que leur pouvoir n'est pas ébranlé. Beaucoup de débrayages : la combativité n'a jamais été aussi grande, même en mai, dans beaucoup de centres. Il faut passer à l'action !

Les grands délégués syndicaux essaient de faire face : délégations, « rassemblements »... (où personne ne moufte sauf eux qui Dieu sait n'ont pas le verbe exaltant). A quelques mètres des tracts sont distribués signés C.G.T., C.F.D.T. ; moroses, défensifs, « expliquant » à la population, bref pas faits pour semer l'enthousiasme des grandes luttes prolétariennes pas faits pour s'unir aux luttes populaires qui pourtant éclataient partout. Puis c'est la grève : d'abord le 19 novembre, C.G.T. seule : techniquement ça va, les coupures de courant sont effectives. Mais quant à renforcer chez les travailleurs les capacités de combattre, d'oser lutter, oser parler, oser vaincre, quant à se lier réellement avec mobilisation des autres travailleurs, en un mot quant à la lutte de classe, ZÉRO.

La colère reste intacte... alors les syndicats doivent remettre ça pour le 25-26 novembre. Mais ce qui pour eux n'était qu'un nouveau rituel, les ouvriers voulaient en faire la lutte : ils ont préparé les coupures avec toute l'intelligence que leur donne leur pratique et leur colère de classe. C'est qu'en réalité une vraie grève avec coupures n'est pas une formalité : on passe une nuit et plus à « peigner le réseau » pour quelques coupures emmerdant le plus possible les patrons et le moins possible la population, puis il faut affronter l'autorité, aller dans les postes de distribution (où votre seule présence est une « faute grave »), se précipiter dans les « postes d'abonnés » — qui alimentent les industriels — avant que ceux-ci n'en interdisent l'accès avec des gros camions, puis empêcher leurs nervis d'y rétablir le courant, ce qu'ils font en brisant les grilles dans les postes de distribution. Bref, il s'agit d'une lutte violente où une vraie organisation prolétarienne peut mettre en évidence dans la pratique, la lutte classe contre classe et préparer chaque jour la classe ouvrière aux luttes pour sa libération totale, à la révolution.

Le 26 au matin, coup de tonnerre : les syndicats C.G.T., C.F.D.T. (F.O. est resté jaune depuis le début) donnent l'ordre d'arrêter les coupures, en fait d'arrêter l'action ; écoeurement général. Dans plusieurs bases comme à Alfortville et à Bagnolet, les gars refusaient de remettre sous tension.

LES DIRIGEANTS C.G.T. DONNENT DES ARMES A LA BOURGEOISIE POUR ATTAQUER LES TRAVAILLEURS ...

Chers camarades,

La grève de l'E.D.F., coupure le 26 et 19 novembre, a été très mal acceptée par les gars et les ouvrières de ma boîte, parce que, pour eux, elle ne signifie rien.

Pourquoi ? Parce que nous sommes obligés de récupérer le samedi entier.

Les gars disaient : « S'ils veulent faire la grève, eh bien, qu'ils y mettent le paquet, que cela dure plusieurs jours, et même une semaine, s'il le faut, mais au moins, qu'ils fassent la grève pour quelque chose. »

Pour la grève du 26, la direction nous a demandé la veille de venir le lendemain au travail, et que s'il y avait coupure de courant, on nous renverrait chez nous, l'après-midi. Le mercredi 26, une demi-heure après le pointage, rien ne tournait dans l'usine privée de courant. Nous sommes restés jusqu'à midi. Après quoi, on nous a renvoyés. Dans le train de banlieue qui nous ramenait vers la capitale, les gars disaient : « Les nuits sont blanches, maintenant », car quand nous rentrons par le train, le soir, il fait noir.

Pour la grève du 19, même topo ; mais là, la récupération se fera uniquement

Les travailleurs en ont marre autant qu'avant : des grèves se poursuivaient après le 26, silence de toute la presse. Ils reprendront la lutte même si leur action a été cassée en fait depuis le début, et même si après les négociations les délégués leur ramènent avec tambour et trompettes... des miettes.

Mais pour aller de l'avant, il faut tirer le bilan. Ce qui est en cause, c'est la ligne politique de la C.G.T. et du P. « C. » F. vis-à-vis du pouvoir capitaliste : refus d'orienter les luttes en vue d'ébranler et de détruire ce pouvoir. En effet :

1) La C.G.T. ne pouvait pas ignorer qu'une grève non popularisée est impopulaire. Donc, elle a fait cette grève principalement comme soupape à la colère des ouvriers les plus résolus. Quand l'échec prévisible arriva, des délégués expliquaient « qu'il faut arrêter car cette grève ne peut mener à rien », sous-entendu ça devient politique et il n'y a pas encore l'unité avec Guy Mollet... Ils disaient aussi « le Massif Central n'était pas pour les coupures... la température rigoureuse... » : ils en font des découvertes après coup ! En fait et comme d'habitude, ils s'appuient sur les éléments arriérés pour décourager les éléments intermédiaires et neutraliser les éléments avancés.

2) Mais cette fois les réviso-réformistes ont fait « mieux » : en interrompant la grève ils proclamaient implicitement son impopularité, ils font « prendre en faute » les travailleurs. Donc ils concentraient de fait sur les ouvriers les attaques acharnées de la bourgeoisie le matraquage de sa presse et sa radio. En plus ils font la leçon aux grévistes : « Vous voyez, quand on va trop loin, ça foire, l'opinion est contre... »

3) Les fameuses « protestations d'usagers » étaient pour les 3/4 des protestations de patrons et de C.D.R. Donc, en exaltant le civisme, en faisant chorus avec la bourgeoisie, en rivalisant avec elle sur son propre terrain, les révisos lui facilitent ses mesures de fascisation : ils font prendre l'opinion bourgeoise pour l'opinion publique.

4) Cette grève a révélé encore mieux le jeu sinistre auquel se livrent le pouvoir capitaliste et le révisionnisme et où ils trouvent chacun leur compte : le pouvoir attaque la C.G.T. comme « subversive » : il veut attirer à lui les modérés et enfoncer les ouvriers combattifs dans le giron des révisos qu'il baptise de subversifs. C'est un peu gros. La classe ouvrière balayera cette intoxic et la répression révisionniste sornoise. Elle crée ou renforce ses comités de base, elle mènera sa lutte jusqu'à la victoire sur le pouvoir et ses agents !

Vive la lutte classe contre classe !

Un travailleur de l'E.D.F.

le samedi matin, ce qui, pour les travailleurs et les ouvrières, signifie 4 heures de travail et 2 heures de transport, le samedi. Merci à la C.G.T. pour cette fatigue supplémentaire des travailleurs.

Par ces grèves soupapes, la direction de la C.G.T. servilement asservie aux pouvoirs des monopoles et de la grande bourgeoisie, a permis à notre gouvernement ultra-réactionnaire et fasciste, de casser du morceau sur les grévistes, afin de rendre les grèves impopulaires. Et chacun des ministres y allait de sa larme pour plaindre les pauvres usagers, et d'ajouter aussitôt, prenant un ton dur de fasciste : « Attention, ne recommencez pas, car nous prendrons des mesures. » Oh, comme Séguy et Waldeck, ont rendu un grand service à Pompidou et à Chaban. Qu'attendent-ils pour leur donner dans les salons d'Orly, pour la réception que donne la C.G.T., à l'occasion du 60^e anniversaire de la V.O., la médaille du « Travail »... de chien de garde de la bourgeoisie.

Salutation communiste.

Un travailleur marxiste-léniniste

du 13^e arrondissement.

ET DANS L'ACTION !

**BELGIQUE :
SURCHAUFFE POUR LE GRAND CAPITAL...
CONDITIONS DE VIE AGGRAVÉES POUR LES TRAVAILLEURS**

C'est la « surchauffe », paraît-il. Ça brûle, ça chauffe, ça gaze malgré l'hiver ! Quelle affaire ! Admettons que l'expression est pittoresque. Et après ?

Donc, il paraît que le mot surchauffe veut dire prospérité économique. Nous travailleurs, nous nous demandons où les « spécialistes » vont chercher de telles balivernes. Et pourtant oui, camarades, c'est la prospérité, il n'en faut pas douter.

Revoilà les faits. Depuis 1968, les bénéfices avoués des entreprises industrielles sont en hausse de 20 pour cent. Pour les cinq premiers mois de la présente année, la production a augmenté de 9,5 pour cent. Dans les banques, les dépôts se chiffrent à 300 milliards de francs, ce qui bat tous les records. Les fusions capitalistes se multiplient.

Les serveurs ne sont pas oubliés. Le budget des dotations prévoit 21 millions en plus pour les sénateurs, dix-neuf millions et demi en plus pour les députés. Bon appétit, messieurs. La Famille royale encaissera 75 millions.

Pour les travailleurs, c'est évidemment une autre chanson. En trois ans, de 1966 à 1969, ils ont vu leurs charges sociales passer de 95 à 120 milliards. Le franc a subi une dépréciation de 20 pour cent depuis 1965. La hausse des prix est de 11 pour cent en deux ans. Les cadences dans les entreprises ne cessent de s'accroître. Plus vite, toujours plus vite. Tant pis pour la santé et l'équilibre nerveux des travailleurs. Enfin, il y a en permanence 80.000 chômeurs.

En d'autres termes, la surchauffe profite aux capitalistes et à leurs serveurs. Mais pour les travailleurs, c'est une tout autre histoire.

On vient coup sur coup d'augmenter le prix du pain ; les tarifs postaux ont grimpé de 17 pour cent. Voici que le café entre dans la valse : 10 pour cent. Puis il y a tout ce qui augmente en douceur, sans crier gare : le prix de la viande, des denrées alimentaires essentielles, des services. Que voulez-vous, c'est la surchauffe !

Ce n'est pas tout. On a tremblé la semaine dernière du côté de la SABCA.

Voilà-t-il pas que les travailleurs s'étaient mis en grève sans demander la permission aux dirigeants syndicaux. Heureusement, ceux-ci sont intervenus à

temps et ont pu éviter un plus long outrage au magnat Dassault qui voulait licencier 150 travailleurs !

Car c'est normal voyons, dans un régime capitaliste en pleine prospérité, qu'on licencie les ouvriers et les employés. La preuve, c'est qu'on a licencié aux Poêleries de Taminies, qu'on licencié dans des entreprises de chaussures du Borinage et de la région bruxelloise !

Or si les capitalistes n'ont aucune raison de se plaindre, ils ont peur. Leur régime pourrait sur pied. Ils savent que la prospérité elle-même porte son cancer. Alors, le gouvernement aux ordres des monopoles agit. Il accroît les charges de la sécurité sociale. Il ampute le pécule de vacances de dix pour cent. Il limite les facilités de crédit, ce qui frappera surtout les travailleurs. Il facilitera les importations, ce qui permettra aux capitalistes étrangers de venir concurrencer l'industrie belge dont l'activité sera ralentie : le nombre de chômeurs augmentera. On freinera les exportations, mais l'industrie belge est largement exportatrice : tant pis. Ici encore, c'est le gage de licenciements nouveaux. Bien sûr, il y aura des capitalistes atteints mais les frais généraux en augmenteront d'autant. Si bien que de droite et de gauche, en un mot comme en cent, les travailleurs trinquent et trinqueront plus encore. Remercions-en le bon gouvernement du P.S.C. et du P.S.B.

Camarades, tirez-en les conclusions. Notre grand camarade Joseph Jacquemotte disait en 1924 déjà : « Que les prolétaires se détournent des soi-disant remèdes à la vie chère, dont les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates leur rebattent les oreilles et qu'à chaque hausse du coût de la vie, ils répondent par l'action pour la hausse des salaires ».

Le régime est aux abois. Il tremble devant notre combat. Il sortira ses lois anti-grèves, voulues et votées par le P.S.B. Il enverra ses flics et ses cognes. Mais tout ce que la classe ouvrière a pu conquérir elle ne l'a obtenu que par la lutte.

Au front uni du patronat, de la social-démocratie, de la démocratie-chrétienne, des révisionnistes, des organisations syndicales de collaboration de classe, opposons l'action directe, classe contre classe, dans l'unité à la base.

CLARTE

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

Clarté

Fondateur - Honoré WILLEMS, fusillé par les nazis, le 29 février 1944.

SEUL un pouvoir prolétarien, s'appuyant sur la lutte directe des prolétaires contre les bourgeois et leurs agents, peut arrêter l'incroyable hausse du coût de la vie. C'est cela que l'ensemble des travailleurs doivent, s'ils veulent vivre, finir par comprendre. La lutte contre la vie chère pose tout le problème de la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie pour le pouvoir.

Joseph JACQUEMOTTE
1924

REDACTION
ADMINISTRATION
32, chaussée d'Albion, 32
BRUXELLES 9
TÉL. (02) 37.76.06

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
(MARXISTE-LÉNINISTE) DE BELGIQUE

HEBDOMADAIRE
NOUVELLE SÉRIE - Numéro 90
4 pages - 5 francs
Semaine du 5 au 11 décembre
1969
Tarif d'abonnement en page 7.

VIVE LE PARTI COMMUNISTE (Marxiste-Léniniste) DE BELGIQUE

**ITALIE :
SOUS LA DIRECTION DU P. C. M.-I. D'ITALIE
IMPÉTUEUX COMBAT DE CLASSE !**

Depuis le début de septembre les ouvriers italiens mènent une lutte de classe enthousiaste à l'occasion du renouvellement des contrats de travail.

Il y avait plusieurs années qu'un mouvement d'une telle ampleur n'avait eu lieu. Contrairement aux affirmations de tous les idéologues bourgeois qui exaltent la « société de consommation » et qui préchent la fin des luttes de classe, contrairement aux espoirs des capitalistes qui pensaient avoir enterré le marxisme-léninisme « cette infecte idéologie surannée », la lutte des travailleurs a éclaté avec une puissance et un enthousiasme renouvelés.

Les grèves ont lieu dans toutes les villes d'Italie, mais surtout dans les villes industrielles de Turin et de Milan, où la classe ouvrière est à l'avant-garde.

La discipline des ouvriers en lutte est merveilleuse. A l'heure dite, tous arrêtent les machines et sortent des usines.



Les ouvriers ripostent à la violence réactionnaire

Des piquets de grève se forment partout à l'initiative des ouvriers.

Parfois, pour éviter le danger des représailles contre les ouvriers plus actifs, les piquets de grève se déplacent devant d'autres usines.

Dans une zone industrielle près de Milan, un groupe de plus de 50 jeunes se déplaçaient en motocyclette entre une usine et l'autre pour faire sortir les ouvriers qui n'avaient pas encore quitté le travail.

La lutte ne s'arrête pas devant les grilles des usines. Des centaines de défilés s'organisent chaque jour dans toute l'Italie pour dire la détermination de lutter jusqu'au bout.

Les ouvriers d'une puissante industrie pharmaceutique (Farmitalia) ont manifesté devant le siège de la direction de la société, dans le centre de Milan.

Quelques centaines de travailleurs ont essayé d'entrer dans le bâtiment de la direction pour y occuper les bureaux. La police est intervenue, comme toujours très féroce. Les manifestants ont rendu coup pour coup. La bataille a duré plusieurs heures. Quatre manifestants ont été arrêtés par les policiers qui les ont amenés au siège central de la police. Quand la nouvelle s'est répandue parmi les travailleurs, ils se sont dirigés vers le bâtiment de la police et l'ont assiégé

jusqu'à ce que le chef de la police ait relâché les 4 ouvriers. L'enthousiasme et la volonté de lutte des travailleurs sont très grands. Ils veulent lutter tous unis contre les capitalistes ; mais les syndicalistes révisionnistes se sont étroitement alliés aux syndicalistes sociaux-démocrates et catholiques, traditionnels amis des patrons, pour saboter les luttes.

La politique des bonzes syndicaux a comme but de subordonner les revendications ouvrières à la « programmation » : c'est à dire aux intérêts des monopoles capitalistes. Ils cherchent par tous les moyens de diviser la classe ouvrière : ils séparent les objectifs de lutte d'un secteur industriel de ceux d'un autre, ils organisent les grèves à des moments différents pour mieux briser l'unité des travailleurs.

Les bonzes syndicaux séparent encore les luttes entre différents points, comme par exemple le problème du travail à la

pièce, du minimum du salaire, des primes etc... au lieu de les concentrer sur le problème principal : le montant réel du salaire. Encore ils mettent tout en œuvre pour séparer les différentes catégories des ouvriers mêmes.

Ils mettent toujours en avant les revendications qui demandent une participation des syndicats au pouvoir bourgeois. En agissant ainsi, ils détournent la classe ouvrière de la lutte contre la bourgeoisie ; et quand débordés par la base, ils doivent faire mine de lutter, ils visent à ce que les travailleurs aillent au combat en ordre dispersé ; ils cherchent à enlever aux ouvriers la confiance en leurs capacités de vaincre.

Mais dans les luttes quotidiennes la conscience de classe se renforce. Le Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Italie, étroitement uni aux masses travailleuses, les incite à porter leur combat contre le système capitaliste. Il vise à promouvoir les Comités de lutte, organisés à la base, qui développent le combat de classe pour de meilleures conditions de vie, premier assaut de la lutte générale contre la dictature du grand capital. Dans ce combat, le Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Italie qui vient de célébrer le troisième anniversaire de sa fondation a remporté de grandes victoires.

La dépendance personnelle et matérielle de l'appareil du K.P.D. envers le S.E.D. eut pour conséquence le fait que le K.P.D. se mit à suivre tout comme le S.E.D. la voie révisionniste. Au lieu de poursuivre la tradition révolutionnaire du K.P.D. et de condam-

**MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE D'ALLEMAGNE**

La situation nationale allemande est aujourd'hui une image fidèle de la situation mondiale. Tandis que la partie occidentale de l'Allemagne appartient à la zone d'influence de l'impérialisme U.S., la partie orientale appartient à la zone d'influence du social-impérialisme russe. La classe dirigeante d'Allemagne occidentale accentue de plus en plus sa terreur contre le peuple. Les lois d'urgence, l'utilisation d'armes à feu et de gaz lacrymogènes contre les manifestants de même que les dispositions pour la détention préventive sont les moyens avec lesquels la classe dirigeante cherche à sauver sa position ébranlée. Tandis que la bourgeoisie augmente constamment ses profits, l'augmentation des salaires de la classe ouvrière ne suit pas la hausse des prix et des loyers. La direction des syndicats à la solde de la bourgeoisie exhorte la classe ouvrière à la « participation » aux profits de la bourgeoisie monopoliste, pour détour-

ner le révisionnisme de la clique dirigeante du S.E.D., la direction du K.P.D. assimila cette ligne. Ainsi le R.F.D. perdit son droit de représenter la classe ouvrière allemande.

Cette trahison se révèle encore plus grande dans la fondation du D.K.P. (Deutsche K.P.) (2). Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand un parti, qui se dit communiste, doit sa fondation à l'assentiment du système bourgeois réactionnaire et à la collaboration avec celui-ci.

Sans la conduite d'un parti révolutionnaire construit selon la théorie révolutionnaire et le style de travail révolutionnaire du marxisme-léninisme il est impossible de conduire la classe ouvrière et de larges masses populaires à la victoire sur l'impérialisme et ses laquais.

C'est pourquoi la fondation du Parti Communiste d'Allemagne marxiste-



Manifestation du Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Allemagne à Essen, dans le bastion industriel de la Ruhr

léniniste devient une nécessité objective.

Le K.P.D.-M.-L. s'en tient fermement à la théorie révolutionnaire de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

Le K.P.D.-M.-L. est l'avant-garde du prolétariat, qui unit la théorie à la pratique, cultive une union étroite avec les masses populaires et pratique avec sérieux l'autocritique.

Le K.P.D.-M.-L. renforcera selon ces principes la conscience de classe de la classe ouvrière allemande et la conduira à la victoire sur ses exploités et ses oppresseurs.

Le K.P.D.-M.-L. sait que la classe dirigeante n'abandonnera pas sans résistance ses positions de force. La briser ne se fera pas par la voie parlementaire mais seulement par l'acte révolutionnaire de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et la mise en place de la dictature du prolétariat, pouvoir de la grande majorité du peuple.

Le K.P.D.-M.-L. comprend que le chemin de la dictature du prolétariat dans toute l'Allemagne sera long et difficile et nécessitera de durs combats. Cette lutte exigera de chaque camarade la plus grande disponibilité, courage et esprit de sacrifice.

Nous ne pouvons gagner cette lutte et nous ne la gagnerons que si nous nous unissons étroitement aux masses, gardons une ferme confiance en elles, que nous apprenions d'elles et l'armons de l'arme acérée de la théorie marxiste-léniniste.

Comptant sur nos propres forces, nous pouvons vaincre tous les réactionnaires allemands et étrangers dans notre pays.

Luttons pour une Allemagne socialiste unie.

Luttons pour le renforcement du K.P.D.-M.-L.

Manifeste du K.P.D.-M.L. (Extraits).

(1) S.E.D. : Parti Socialiste Unifié Allemand de W. Ulbricht, au pouvoir en Allemagne de l'Est.
(2) Parti Communiste d'Allemagne de l'Ouest (révisionniste).

**LA RICHE EXPÉRIENCE
DES COMITÉS D'USINES
EN EUZKADI (PAYS BASQUE)**

La grève de Bandas à Echevarri, ainsi que celles du début de l'année au Pays Basque, marquèrent un affranchissement des éléments les plus avancés de la classe ouvrière du frein qu'imposait le révisionnisme. L'économisme, le légalisme à outrance, qui constituent le cœur de la politique révisionniste furent, dans le mouvement syndical fortement battus en brèche. Des mouvements revendicatifs organisés à découvert, les manœuvres révisionnistes, tout cela fut un coup de poignard dans les commissions ouvrières ; et celles-ci, étant donné la ligne qu'elles suivaient au Pays Basque où les révisionnistes et autres opportunistes de droite en contrôlaient un grand nombre, échouèrent complètement.

Les premiers comités d'usine apparurent au Pays Basque sur le même modèle que les commissions ouvrières qui avaient cessé pratiquement d'exister dans cette région. Et pour les mêmes raisons que celles-ci la plupart échouèrent.

A l'heure actuelle, la classe ouvrière du Pays Basque s'efforce de construire un autre outil de combat différent des précédents, qui permette d'avancer dans l'édification du front unique de la classe ouvrière.

Cet outil, qui n'est pas le seul, ce sont les comités d'usine, qui viennent de naître. Créés à la base et dans l'action, ils aident la classe ouvrière à forger son unité, avec l'objectif d'abattre le franquisme et la domination yankee et d'établir une démocratie populaire.

Le mois de septembre dernier, l'Opposition Syndicale Ouvrière d'Euzkadi a publié un manifeste intitulé : « En avant pour l'extension et la consolidation des comités d'usine ! ».

La première partie de ce document est une étude de la naissance et du développement des commissions ouvrières, des premiers comités d'usine « légaux », de l'échec des uns et des autres.

Les causes de cet échec sont bien connues de tous : économisme et ultra-légalisme. La seconde partie du document est, précisément, consacrée aux causes de l'échec des premiers comités d'usine : eux aussi sont tombés dans le même marais de l'économisme et du légalisme où les commissions ouvrières avaient échoué. La troisième partie, consacrée à la clandestinité et à la représentativité des actuels comités (comités clandestins) oppose la voie révolutionnaire aux expériences négatives du passé.

Pour l'O.S.O.E., il y a la nécessité impérieuse de savoir combiner la nécessaire clandestinité avec l'action de masse.

Cette combinaison repose :

1. Sur la nécessité de chercher sans cesse les voies qui permettent une action effective contre le patron sans que le comité de fabrique apparaisse et s'expose, ceci fait dans le passé avec tout ce que ça entraîne : arrestations, emprisonnements, etc.
2. Sur une conception réellement révolutionnaire de la représentativité. Ce n'est pas pour leur titre de comité ou de représentant de la classe ouvrière que celle-ci est amenée à les considérer comme ses représentants, mais pour le travail réel qu'ils font : face aux problèmes et aux luttes qui se présentent (et pas seulement à l'échelle de l'usine), les comités doivent apporter des solutions par les canaux clandestins que la réaction impose.

C'est pourquoi la lutte entre les deux lignes n'est pas terminée et l'on ne peut considérer comme définitive la victoire de la ligne prolétarienne.

(Extrait du numéro de novembre de « Vanguardia Obrera », organe du Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste).)

VANGUARDIA OBRERA

ORGANO DEL COMITÉ CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA (M.-L.)

AÑO V - N. 46 MADRID, NOVIEMBRE DE 1969 5 PÉSETAS

VIVE LE PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE (MARXISTE-LÉNINISTE)

BOULOGNE : LEÇONS D'UNE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

Ceci ne constitue pas le bilan de l'activité du C.D.H.R., mais le bilan de l'action que nous avons entreprise, au sujet de l'arrestation et de la condamnation d'un camarade militant ouvrier.

— Samedi 22 : diffusion de H.R. devant le Prisunic de la ville ; nos mots d'ordre principaux concernaient la répression policière qui avait sévi vendredi 14 et samedi 15 contre les manifestations anti-impérialistes. Les flics interviennent, arrêtent sans raison, deux camarades par la force, la fuite des autres étant protégée par la foule.

— Dimanche 23, lundi 24 : l'un d'eux n'ayant pas été relâché, nous diffusons le premier tract au porte-à-porte aux endroits où on diffuse le journal, et dans les endroits où l'on effectue un travail marxiste-léniniste (deux usines + un lycée). L'accueil est très favorable. Les vendeuses du Prisunic sont même allées demander au directeur, en délégation, si ce n'était pas lui qui avait appelé les flics.

— Mardi 25, mercredi 26 : le camarade ayant été inculpé, tentative de mobilisation pour le procès. Malgré l'appui militant de camarades du P.S.U., l'appui de quelques lycéens, cette mobilisation est un échec (manque de préparation, manque d'expression pour notre part). Un tract signé Front uni contre la répression est distribué en ville juste après le procès.

— Le camarade est condamné à un mois de prison avec sursis. Le lendemain se présentant à son travail, il est licencié (sans préavis) ; ses chefs tentent même de l'empêcher de voir ses camarades de travail.

— Samedi 29 : diffusion de H.R. devant le même Prisunic avec le deuxième tract. La diffusion connaît un net succès ; la police tente une nouvelle provocation que nous déjouons.

Dans l'ensemble, notre bilan est positif, même si le camarade n'avait jamais dû se faire arrêter, même si la mobilisation au procès a été un échec, car :

« Un proverbe chinois qualifie l'action de certains sots en disant qu'ils soulèvent une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds. Les réactionnaires de tous les pays sont justement de ces sots. Les répressions de toutes sortes qu'ils exercent contre le peuple révolutionnaire ne peuvent finalement que le pousser à étendre et à intensifier la révolution... »

Mao Tsé-toung.
Les masses nous ont largement soutenu et nous avons fait un pas en avant (même la logeuse de notre camarade a opposé une vive résistance aux flics, dénonçant la police au service des monopoles). A nous de consolider cette victoire en organisant ceux qui nous ont appuyés, pour faire un nouveau pas en avant.

UN CHEMINOT DE BOULOGNE-SUR-MER : POURQUOI J'AI DÉCHIRÉ MA CARTE DE C.G.T.

Ci-joint la lettre qu'un camarade cheminot a écrit avec nous quand, au terme de la dernière grève, il a déchiré sa carte C.G.T.

Les cheminots de Boulogne-sur-Mer sont particulièrement combattifs :

— fin juillet 69 : les travailleurs de l'Exploitation préparent une grève contre le plan d'aménagement de la dre de grève, des discussions étant en S.N.C.F. à Boulogne annule le mot d'ordre !

— septembre 69 : les roulants, en grève comme dans toute la France, votent contre la reprise du travail après les miettes qui leur sont jetées. La C.G.T. déclare : « Revenez ce soir, on revotera en fonction du résultat du vote national... » !

— septembre 69 : les exploitants voulant se mettre en grève de solidarité avec les roulants, la C.G.T., prétextant l'avis des cadres qui préparent un mouvement pour plus tard, dit « Attendons que les cadres soient prêts ! »

Pendant ce temps, la direction mettait en place son plan (plan Tisnès) : suppression de postes, détachement de cheminots, augmentation du travail pour ceux qui restent (le nombre de trains ne diminuant pas au contraire).

Le mercredi 19 nous avons distribué en tract l'article de H.R., « La carotte et le bâton » sur la ligne des syndicats et de l'Etat à la S.N.C.F.

Le lendemain des déplacements sans préavis à Dunkerque faisaient éclater la grève...

C.D.H.R., Boulogne-sur-Mer.
Boulogne-sur-Mer, le 4-12-69.

Chers camarades,
Je vous écris pour vous dire mon écœurément devant le sabotage de notre dernière grève, j'en ai même déchiré ma carte C.G.T. ainsi qu'un certain nombre de camarades.

L'E.G.F. : UNE GRÈVE BRISÉE

A l'E.G.F. la police intervient dans les sous-stations, défonce une porte à l'aide d'un bull-dozer, en découpe une autre au chalumeau ; les « patrons » prennent des sanctions contre des agents : à la nouvelle centrale de Vitry-sur-Seine on fait savoir au secrétaire C.G.T. qu'il est muté d'office et va passer en commission disciplinaire. D'un seul coup ces mesures de répressions policière et patronale renforcent l'unité du personnel dans tous les services. La grève malgré qu'elle ne soit que d'une durée de 24 heures ce mercredi 19 novembre, malgré qu'elle ne soit généralement menée que par un seul syndicat, apparaît aussi puissante que si elle était suivie par tout le personnel solidaire.

A Vitry, jeudi et vendredi c'est la grève, c'est la lutte, c'est l'unité à la base. Quatre cars sont loués pour transporter le personnel des deux centrales (la nouvelle et Arrighi « la vieille ») rue Murat, au siège de la direction générale, afin de demander à M. Boiteux la levée des sanctions et par la même occasion le respect des engagements pris à Grenelle (faute de mieux !). Vendredi après-midi 1500 travailleurs de l'E.G.F. tiennent un meeting de solidarité à la centrale et apprennent que la sanction est levée (ou plutôt suspendue, on le verra par la suite) par M. Boiteux. Le camarade regagne son lieu de travail sous les applaudissements.

La base pousse les directions syndicales à l'action, autant à la C.G.T. qu'à la C.F.D.T., la grève devient inévitable.

Mardi 25, grève sans coupure du courant, mercredi 26, grève avec coupures du courant si des négociations ne s'ouvrent pas d'ici là.

Mardi, 15 000 agents manifestent devant le siège de l'E.G.F. puis se rendent à celui du gaz aux cris de :

« Augmentez nos salaires »
« Bull-dozers aux chantiers »
« Unité à la base et dans l'action »
« A bas la répression policière »,
et sur l'air de ce n'est qu'un début...
« Boiteux = C.R.S. Bull-dozers aux chantiers ».

Un certain nombre de gardes mobiles portent le fusil sur l'épaule, ils sourient d'un air faux, espérant peut-être ainsi renforcer les arguments des leaders C.G.T. « qu'au fond ce sont des braves gens qui travaillent tout comme nous et que si, ils frappent un peu, de temps en temps, ce n'est pas de leur faute, on leur en a donné l'ordre ! »

Ah j'oubliais ! Oui bien sûr les dirigeants de la C.G.T. ont comme à l'habitude lancé leur fameux mot d'ordre « Pas de provocation, camarades, de l'ordre, du calme ».

Croyez-vous que les flics n'étaient pas la provocation, camarades ?

Mercredi c'est la grève avec coupure, mais voilà qu'à 11 heures on nous annonce que l'on remet le courant car la France a froid et que l'on continue la grève jusqu'à 21 heures. Il y a eut un grand mécontentement parmi les grévistes.

Les raisons de cette remise de courant ne sont plus le froid et le mauvais temps ; le lendemain matin, mais les provocations de groupes d'extrême droite, d'énergumènes qui vont dans le métro, profitant que les usagers sont un peu mécontents, un agent E.G.F. s'est fait attaquer et blesser à coups de lames de rasoirs par des éléments fascistes, un boulanger déverse son pétrin devant les grévistes par manque d'électricité, etc.

Un motif plus « valable » serait à retenir, examinons-le :

Le gouvernement profiterait d'un soi-disant mécontentement général, (qu'il a d'ailleurs créé en grande partie avec la radio, la télé et la presse) afin de sanctionner le droit de grève, d'où la remise du courant 10 heures plus tôt que prévu sur ordre des directions syndicales.

Ceci est très grave bien sûr car on autoriserait le droit de grève seulement s'il n'y a pas de coupures de courant. Cela relève de l'utopie, car si la base ne travaille pas il ne peut y avoir d'énergie à la disposition des usagers. En vérité les directions syndicales C.G.T. et C.F.D.T. fidèles à leur ligne de collaboration de classe ont bel et bien brisé la grève ; ce qu'ils recherchent en permanence c'est la table de négociations où l'on brade les revendications des travailleurs. Oui des miettes ont été accordées, les agents vont toucher 1 % supplémentaire à ce qu'il fut prévu et auront 1 heure en moins par semaine à partir du 1^{er} janvier 1970. (Même cela fut accordé quelques jours avant la grève).

Les dirigeants de la C.G.T. ont besoin de la légalité bourgeoise, car ils couvrent « pour la démocratie avancée débouchant sur le socialisme », cela passe par les urnes « il ne faut point faire peur au silencieux qui font basculer la balance électorale ». Que leur importe les revendications du personnel, qu'un jeune qui débute dans la région parisienne gagne 800 francs par mois pour 44 heures de travail par semaine ! Bien sûr ils se lamentent, mais ne font rien pour que ça change.

La base pousse et poussera de plus en plus fort, ceux qui ressentent le coup de frein du sommet rendent leur carte et continuent l'action à la base ; ils ne sont pas encore groupés en comité de base mais ils y viendront nécessairement un jour.

Je vous signale que depuis lundi le secrétaire de la C.G.T. à Vitry-sur-Seine est muté d'office avec un blâme.

Correspondant H. R.

ROUBAIX : CHEZ LAGRANGE, LUTTONS CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL

Il vient encore de se produire un accident chez Lagrange, 34, boulevard de Mulhouse. Ce n'est pas la première fois, mais c'est particulièrement révoltant.

A sa sortie du centre d'apprentissage en avril, Paulette a été embauchée comme calibreuse chez Lagrange. En juin, elle est tombée malade et a dû s'arrêter. Quand elle est revenue à l'usine, le 3 novembre, on ne travaillait pas (chômage). Le 4, elle s'est présentée comme d'habitude à 7 heures. Il n'y avait « pas de travail » pour elle, le chef ne s'est même pas dérangé pour lui en donner. Au bout d'un moment, ce monsieur lui a dit que si elle voulait absolument travailler, elle n'avait qu'à être lisseuse, et faire équipe de 5 heures à 1 heure. Le bureau de placement, lui-même, interdit de faire travailler si tôt une ouvrière de 16 ans

Mais ce patron-là se fout de la loi. Il se fout aussi de ne pas reprendre l'ouvrière à son poste au retour de maladie, comme il y est obligé.

Le mardi 4 novembre, la jeune fille a donc travaillé de jour. Le lendemain, elle est encore venue à 7 heures — pour un horaire normal, contrairement à ce qu'on lui avait dit. Et, à 8 h 25, l'accident est arrivé. Ce n'est pas étonnant, quand on doit faire un métier qu'on ne connaît pas.

En remettant la mèche entre deux rouleaux, le bras est parti avec. Les muscles ont été écrasés et déchirés, mais le bras n'est pas cassé.

M. Mouveaux, le chef dont nous avons parlé tout à l'heure, était très en colère de devoir conduire cette ouvrière à la clinique Saint-Jean. Vous entendez bien ? Il n'y a vraiment que ce monsieur pour avoir toutes les raisons d'être en colère.

Et savez-vous combien gagne une lisseuse ? 2,99 F (y compris la production, sinon 2,72 F). MOINS QUE LE MINIMUM fixé par le gouvernement des patrons à 3,27 (S.M.I.G.).

Le salaire subit une diminution de plus de 20 %, parce qu'une jeune fille n'a, paraît-il, pas le même rendement qu'un adulte. Mais il n'y a pas de diminution pour les accidents.

Lagrange est un patron qui ne s'embarrasse pas des lois !

Non au travail en équipe pour les jeunes de 16 ans !

A travail égal, salaire égal !

Quand vengerons-nous toutes ces souffrances ?

(Extrait d'un supplément à H.R. pour Roubaix.)

GRENOBLE : PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS, LEÇONS D'UN MEETING...

Six conclusions se dégagent du meeting tenu la veille du procès Nicoud, le 26 novembre :

1) Les petits commerçants et artisans sont bien décidés ici à obtenir satisfaction. Plusieurs centaines de personnes malgré froid et neige.

2) Contrairement aux calomnies de la presse, radio bourgeoises, le C.I.D. n'est pas une organisation d'aventuriers et de trublions, mais c'est un mouvement qui établit noir sur blanc un certain nombre de revendications. Il nous a été précisé que légalité et fermeté devaient se combiner pour aboutir à leur satisfaction. Exemples de revendications :

— Abrogation pure et simple de l'actuelle assurance-maladie.

— Suppression à partir du 1^{er} janvier de la patente.

— Reversement d'une partie de la T.V.A. aux collectivités locales pour que les municipalités ne soient pas trop gênées par cette suppression.

— Simplification à 2 taux de la T.V.A.

— Droit à l'égalité fiscale.

3) Le contrôle de la base. Celle-ci et la direction collégiale sont liées. Cela est apparu au moment où le président, M. Robert a donné des explications sur la révocation de M. Buisine de son poste de président national. La salle était vibrante. Mais ne nous mêlons pas des affaires intérieures du C.I.D. et ne nous étendons pas.

4) La conscience politique se développe dans l'action, dans les échanges possibles au cours de réunions, de manifestations. Un langage simple direct permettrait des réflexions venues de la salle : « Il n'y a pas de justice », ce qui peut laisser présager un rapprochement avec les positions idéologiques de la classe ouvrière, à longue échéance, si le travail marxiste-léniniste est effectué en profondeur.

5) Le plus important pour l'instant :

les contacts pris entre le C.I.D. et Jeunes Agriculteurs. Nous ne cachons pas notre opinion : nous souhaitons que ces contacts se développent et que les actions communes puissent s'effectuer, les revendications pourront alors être arrachées. La meilleure attaque contre les privilégiés et les monopoles qui écrasent petits commerçants et artisans et agriculteurs c'est d'ailleurs l'alliance de ces couches dont les monopoles veulent la disparition rapide, avec la classe ouvrière dont l'action sera déterminante. Populariser les luttes, les coordonner, organiser la solidarité voilà qui permettra des victoires sans commune mesure avec les réformes exigées dans l'immédiat et vite remises en cause par les monopoles. Un front uni organisé permettra la compréhension, fera reculer l'égoïsme, l'individualisme. Des actions concrètes, populaires feront vite mûrir l'exigence du socialisme.

6) Dans l'immédiat de tels meetings sont positifs par un autre côté : le C.I.D. avait invité M. Grau, inspecteur des contributions dont les révélations sur les scandales financiers mettent en cause « le système fiscal et pénal actuels ». Citons l'argent des fraudes fiscales qui sert à construire des supermarchés, ce qui veut dire que les fraudes des gros au détriment du fisc servent à écraser les petits, citons le contrôle révélé bidon sur les grands trusts, la suppression pratique du service de contrôle sur ces grands trusts, l'achat de certains fonctionnaires qui tissent des liens étroits entre trusts et police par exemple, la mise en cause directe du directeur du cabinet Marcellin...

Tous ces scandales contribuent à discréditer le régime des monopoles.

C'est contre eux qu'il faut mobiliser toutes les couches de la population, classe ouvrière en tête !

Un cheminot lecteur de H.R.

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(13)

QUEL POUVOIR VOULONS-NOUS INSTAURER ? (II)

Pour exercer sa dictature sur les ennemis du peuple le prolétariat a besoin d'un instrument central ; la bourgeoisie a un Etat à sa disposition pour exercer sa dictature sur le peuple. De même le prolétariat doit se donner un nouvel appareil d'Etat. Pourquoi un nouvel appareil d'Etat ? Parce que l'Etat que laisse la bourgeoisie en héritage au prolétariat, une fois qu'elle a été renversée, n'est adapté qu'à une seule tâche : opprimer le peuple, exercer la dictature d'une minorité d'exploiteurs sur la majorité, sur le peuple. Le prolétariat ne saurait prendre cet appareil d'Etat et le faire servir à ses tâches qui sont tout autres : servir le peuple et réprimer la minorité des exploités. Cela est évident pour les organes répressifs de l'Etat, le prolétariat pour prendre le pouvoir doit commencer par détruire (au moins en partie) l'armée et la police de l'Etat bourgeois ; pour cela il doit construire son armée populaire. Une fois le pouvoir pris, le prolétariat doit continuer à détruire de fond en comble ce qui peut rester intact comme forces répressives bourgeoises, et continuer à développer son nouvel appareil répressif issu des masses : armée populaire, milices populaires. Mais cela est valable aussi pour le reste de l'appareil d'Etat, l'appareil judiciaire, l'appareil administratif. Cet appareil bourgeois est profondément réactionnaire, bureaucratique ; sa direction est aux mains de hauts fonctionnaires sortis des grandes écoles de la bourgeoisie ; son modèle de fonctionnement est basé sur la discipline de la classe bourgeoise, sur la soumission servile, l'arrivisme, la corruption, la bureaucratie. Appareil coupé du peuple et pesant lourdement sur le peuple il doit être détruit et remplacé par un appareil nouveau, prolétarien et populaire.

Cet appareil nouveau ce fut en U.R.S.S. le système des soviets, organisation jaillie du sein des masses, liée à elle et formée de leurs représentants directs.

Le nouveau pouvoir d'Etat que nous voulons instaurer nous pose deux problèmes que nous aurons à résoudre : la question du « régime d'Etat » et la question de la « structure politique ». Mao nous dit, dans « la démocratie nouvelle », que la question du régime d'Etat « se ramène à la position des diverses classes sociales dans l'Etat ». Mao poursuit : « Quand à la question de la « structure politique », c'est celle de savoir quelle est la structure du pouvoir politique, quelle forme une classe sociale déterminée entend donner à ses organes du pouvoir pour combattre ses ennemis et se défendre. Un Etat ne peut être représenté que par des organes du pouvoir adéquats. La Chine peut adopter aujourd'hui le système des assemblées populaires de province, de district, d'arrondissement et de canton, ces assemblées élisant à tous les échelons les gouvernements respectifs. Mais ce système doit être fondé sur des élections à un suffrage réellement universel... Seuls les organes du pouvoir ainsi élus pourront représenter chaque classe révolutionnaire, selon la position qu'elle occupe dans l'Etat, exprimer la volonté du peuple, diriger la lutte révolutionnaire et incarner l'esprit de la démocratie nouvelle. C'est cela le centralisme démocratique. Seul un gouvernement fondé sur le centralisme démocratique pourra permettre pleinement à la volonté de tout le peuple révolutionnaire de s'exprimer et combattre les ennemis de la révolution avec le maximum d'énergie. »

• La démocratie nouvelle. »

C'est ces deux questions que nous allons maintenant examiner pour le cas d'un pays comme le nôtre : question du type d'Etat (de dictature du prolétariat), question du système politique (de démocratie populaire).

II. — LE ROLE DOMINANT DU PROLETARIAT DANS L'ETAT (LA DICTATURE DU PROLETARIAT).

Dans notre révolution socialiste, le prolétariat doit devenir la classe dominante et avoir le rôle dominant dans l'Etat ; l'Etat sera donc un Etat de dictature du prolétariat.

Le président Mao nous enseigne qu'il existe trois types fondamentaux d'Etat :

• Les nombreux régimes d'Etat qui existent dans le monde peuvent être ramenés à trois types fondamentaux, d'après le caractère de classe du pouvoir politique : a) la république de dictature bourgeoise ; b) la république de dictature prolétarienne ; c) la république de dictature conjointe de plusieurs classes révolutionnaires. »

• La démocratie nouvelle. »

Ce régime de dictature conjointe de plusieurs classes a pris, en Chine, la forme de la dictature démocratique populaire ; entre ce régime et la dictature du prolétariat, il existe des différences comme le souligne Mao Tsé-toung :

« Cette république de démocratie nouvelle sera différente... de la république socialiste de type soviétique, à dictature prolétarienne. Cette république socialiste fleurit déjà en Union soviétique ; elle s'établira dans tous les pays capitalistes et deviendra indubitablement la forme dominante de l'Etat et du pouvoir dans tous les pays industriels évolués. Mais pendant une période déterminée de l'Histoire, cette forme ne convient pas à la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Par conséquent, dans ces pays, la révolution ne peut adopter qu'une troisième forme d'Etat, à savoir la république de démocratie nouvelle. »

• La démocratie nouvelle. »

Cette forme du pouvoir (dictature conjointe de plusieurs classes) est adéquate pour réaliser les tâches d'une révolution anti-impérialiste et antiféodale, révolution dans laquelle la petite-bourgeoisie et la paysannerie dans son ensemble sont des alliés solides du prolétariat, tandis que la bourgeoisie nationale en est l'allié instable. C'est pourquoi ces classes se partagent le pouvoir suivant le principe des « trois tiers » exposés par Mao :

• D'après le principe du front uni national antijaponais concernant la composition des organes du pouvoir, il doit être prévu qu'il y aura un tiers de communistes, un tiers d'éléments progressistes de gauche non communistes et un tiers d'éléments intermédiaires qui ne sont ni de la gauche ni de la droite...

Il faut qu'il y ait un tiers d'éléments progressistes non communistes, car ils sont liés aux masses petites-bourgeoises. Cela contribuera énormément à gagner la petite-bourgeoisie. En admettant un tiers d'éléments intermédiaires, on vise à gagner la moyenne bourgeoisie et les hobereaux éclairés. »

• Sur la question du pouvoir dans les bases anti-japonaises. »

Telles sont les différences entre la dictature démocratique populaire, à l'étape de la révolution de démocratie nouvelle, et la dictature du prolétariat, à l'étape de la révolution socialiste.

Par contre, il existe des ressemblances profondes entre ces deux systèmes. Il n'y a pas de muraille de Chine entre révolution de démocratie nouvelle et révolution socialiste, dictature conjointe de plusieurs classes et dictature du prolétariat. Comme Mao le souligne dans « La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois » : « La révolution de démocratie nouvelle fait partie de la révolution socialiste prolétarienne mondiale. D'un côté, la dictature démocratique populaire, comme la dictature du prolétariat, est une dictature sur les exploités ; d'un autre côté, elle est également dirigée par le prolétariat, par l'intermédiaire de son avant-garde, le Parti Communiste. Ce sont ces deux points fondamentaux qui permettent le passage pacifique de la révolution démocratique à la révolution socialiste, de la dictature démocratique populaire à la dictature du prolétariat. La dictature démocratique populaire se transforme en dictature du prolétariat grâce au développement des facteurs socialistes au sein de l'Etat et du pays à l'issue de la révolution démocratique : « importance accrue du prolétariat et du Parti Communiste dans le rapport des forces politiques du pays ; le rôle dirigeant du prolétariat et du Parti Communiste reconnu ou susceptible d'être reconnu par la paysannerie, les intellectuels, et la petite-bourgeoisie urbaine. »

(Mao, « La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois. »)

C'est pourquoi la dictature du prolétariat a pris, en Chine, la forme concrète de la dictature démocratique populaire :

« La dictature démocratique populaire en République Populaire de Chine, c'est la dictature du prolétariat. »

(« Luttes pour consolider encore davantage la dictature du prolétariat », éditorial du « Renmin Ribao », du « Hongqi » et du « Jie fangjun Bao », Pékin, information 40, 1969.)

Dans notre pays, nous ne commencerons pas par une étape transitoire de démocratie nouvelle. Notre révolution est d'emblée anticapitaliste. Il s'opère, de ce fait, un « glissement » par rapport à la révolution de démocratie nouvelle dans la répartition des classes : aucune fraction de la bourgeoisie ne fait partie du peuple et la petite-bourgeoisie n'est pas un allié sûr du prolétariat mais un allié instable. Dans notre révolution socialiste, le prolétariat doit devenir la classe dominante dans l'Etat :

« La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante... »

Lénine, « L'Etat et la révolution. »

A l'issue du renversement de la bourgeoisie, une lutte de classe acharnée a lieu entre bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie, privée de liberté et d'égalité va chercher à renverser le pouvoir prolétarien par personnes interposées en utilisant, en manœuvrant la petite bourgeoisie qui, elle, jouit de la démocratie populaire. La bourgeoisie va essayer de faire défendre ses positions par la petite-bourgeoisie ; ce travail de sape est possible car la rupture entre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie (rupture qui a rendu possible la prise du pouvoir par le prolétariat) n'est que de fraîche date. L'influence de la bourgeoisie est encore forte sur la petite-bourgeoisie :

« Derrière les capitalistes exploités, c'est la grande masse de la petite-bourgeoisie qui — des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi — hésite et balance, qui, aujourd'hui, suit le prolé-

tariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre... »

(Lénine, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ».)

Il est donc impossible, dans les conditions de notre révolution, que des piliers de l'Etat comme l'armée ou la milice populaire soient à moitié aux mains du prolétariat, à moitié aux mains de la petite-bourgeoisie. Dans les conditions de notre révolution, il n'y a pas les conditions objectives pour que le prolétariat puisse exercer, dès le début, juste après la prise du pouvoir, une direction telle sur la petite-bourgeoisie que celle-ci ne puisse en aucun cas passer momentanément sur les positions de la contre-révolution.

Les contradictions entre petite-bourgeoisie et prolétariat sont des contradictions au sein du peuple ; mais les circonstances peuvent faire que ces contradictions deviennent antagoniques. Par exemple, en U.R.S.S., à Cronstadt, sous l'influence des gardes blancs qui utilisèrent des erreurs et des difficultés apparues dans le cours de la révolution, une partie de la petite-bourgeoisie s'insurgea, les armes à la main, contre le prolétariat. Le prolétariat fut contraint de résoudre par la violence cette contradiction, à l'origine non antagonique.

Si le prolétariat partage le pouvoir avec la petite-bourgeoisie, on voit clairement que, au moment décisif dans un conflit de ce genre, la répression de la contre-révolution peut être paralysée, par exemple, si la petite-bourgeoisie a des postes importants dans la direction de l'armée.

III. — LE SYSTEME POLITIQUE DE DEMOCRATIE POPULAIRE : LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE AU SEIN DU PEUPLE.

Le prolétariat sera dominant dans l'Etat que nous voulons instaurer ; mais cela ne signifie nullement qu'il monopolisera seul le pouvoir. Cela signifie qu'il a l'essentiel du pouvoir ; mais des représentants d'autres classes ou fraction de classe révolutionnaire, participeront au pouvoir. Il y a là une dialectique que parfois certains camarades, atteints de dogmatisme, saisissent mal. Ils répètent la citation de Lénine donnée plus haut et mettent l'accent sur le fait que le prolétariat ne partage le pouvoir avec personne. Ce faisant, ils déforment complètement ce que Lénine veut dire par cette formule, comme on va le voir.

Tout d'abord si l'on prenait au pied de la lettre cette attitude dogmatique, elle reviendrait purement et simplement à exclure de la démocratie tout ce qui n'est pas prolétariat, donc à exercer la dictature aussi sur la petite-bourgeoisie. En effet, les organes de base de notre nouveau pouvoir seront des organisations issues des masses, du genre des soviets. Ces organes de base, nous disent Lénine et Marx, ne sont pas des moulins à paroles, mais des corps agissant exécutifs et législatifs tout à la fois (1). La démocratie sans dictature prolétarienne ce ne sera pas seulement exprimer son avis mais aussi le réaliser, le faire passer dans les actes. Et faire passer les avis dans les actes, c'est exercer le pouvoir. Si l'on dit que seul le prolétariat doit exercer le pouvoir, il faut donc exclure la petite-bourgeoisie des soviets, quelle que soit la forme qu'ils prendront chez nous, c'est-à-dire exercer sur elle la dictature.

Or, Mao et Lénine sont là-dessus formels : il ne saurait en être question. On ne peut exclure une fraction du peuple de la démocratie populaire.

Après avoir rappelé les différences qu'il y a entre la dictature prolétarienne, telle qu'elle existait en U.R.S.S., et la dictature démocratique populaire que le Parti Communiste Chinois veut instaurer en Chine, Mao note :

« Mais même dans ce pays (en U.R.S.S.)... le système appliqué dans les organes du pouvoir d'Etat reste un système fondé sur l'alliance des ouvriers, des paysans et des intellectuels, sur l'alliance des communistes et des sans-parti, et ne réserve pas à la classe ouvrière et aux bolcheviks seuls le droit d'y occuper des fonctions. »

(« Du Gouvernement de coalition. »)

Pour Lénine, la prise de tout le pouvoir par le prolétariat, signifie que le prolétariat s'empare des centres vitaux, « centres », nous dit-il, « dont la conquête permet au prolétariat de prendre possession de tout le pouvoir d'Etat ou, plus exactement, du nerf vital de ce pouvoir, de son noyau, de son cœur. »

(Lénine, « Les Elections à l'Assemblée constituante ».)

Le prolétariat tient en main le nerf vital, le noyau, le cœur du pouvoir c'est-à-dire les centres : armée, administration centrale, etc. Ensuite il associe ses alliés à l'exercice du pouvoir dans cet appareil d'Etat nouveau appuyé sur les soviets.

(à suivre)

(1) Cf. « L'Etat et la révolution ».

RÉFORMISTES ET RÉVISIONNISTES EN PERTE DE VITESSE A L'ÉDUCATION NATIONALE

Rappelons tout d'abord que sous l'étiquette de la F.E.N., syndicat le plus puissant parmi les enseignants, sont regroupés une collection de syndicats jaloux de leur indépendance. Les plus importants sont le S.N.I. (instituteurs), le S.N.E.S. (professeurs). Mais il en existe une multitude d'autres : S.N. E.Sup. (professeurs de Faculté), S.N.C.S. (chercheurs), S.N.A.U. (agents d'administration), S.N.A. (agents de service), télévision scolaire, etc.

Ainsi, en face d'un pouvoir unique et fort, le syndicalisme enseignant est effrité, divisé : quelle arme pour le pouvoir ! D'autant plus que la F.E.N. regroupe même le syndicat des enseignants et celui des directeurs !

Rappelons aussi qu'au sein de la F.E.N., seules les tendances organisées ont le droit de s'exprimer. C'est là un second facteur de division, chaque tendance fonctionnant comme un syndicat dans le syndicat.

Enfin, ces divisions sont renforcées par la ligne que suivent ces tendances. La tendance « Autonome », majoritaire, représente les enseignants réactionnaires, radicaux ou sociaux-démocrates ; en conséquence, sa ligne est corporatiste, ultra-réformiste, et ses dirigeants songent plus à se servir de leur position dans la F.E.N. pour influencer les combinaisons du nouveau parti socialiste qu'à développer le syndicalisme enseignant.

L'autre grande tendance, qui s'intitule « Unité et Action », est dirigée par le P. « C. » F. Malgré ses apparences plus dynamiques, elle mène au fond la même politique réformiste : pétitions et petites journées d'action pour glaner deux postes de plus par ci par là ; elle aussi défend avant tout les privilégiés comme le prouve son attitude face à l'agrégation ; est-il besoin de rappeler son attitude contre-révolutionnaire en mai 68 ?

La troisième tendance, minoritaire, « l'Ecole Emancipée », se réclame du

syndicalisme révolutionnaire, « théorie » gauchiste de la minorité agissante. Avant mai 68, elle regroupait trotskystes et anarchistes de tout poil, mais aussi des militants écœurés par la politique réformiste et l'inaction des autres tendances.

LE MOUVEMENT POUR LA RENOVATION SYNDICALE DE LA F.E.N.

Pour le syndicalisme enseignant comme pour le mouvement ouvrier, le mouvement révolutionnaire de mai 68 fut l'épreuve de vérité. Les réunions professeurs-lycéens, les assemblées d'instituteurs avaient permis, en mai de réaliser l'union à la base, en dehors des tendances et même contre elles, de dégager de nouveaux thèmes d'action. Alors que la F.E.N. réclamait des augmentations de salaires, ils posaient le problème de la fonction de l'enseignant dans la société, du contenu de l'enseignement, de la formation des maîtres. Ils occupaient les établissements scolaires avec leurs élèves, alors que la F.E.N. demandait la fermeture des lycées...

Les dissensions internes de l'Ecole Emancipée ont éclaté. Mais, surtout, des militants issus des tendances « Unité et Action » et « Ecole Emancipée », se regroupèrent avec des militants sans tendance afin de poursuivre le combat commencé en mai. Ils conservèrent les thèmes apparus en mai et critiquèrent les thèses réformistes des autres tendances. D'autre part, pour mener à bien cette lutte, ils proposèrent une réforme totale des structures de la F.E.N. supprimant la division entre les multiples syndicats et le système des tendances. Dans ce but, il faut créer des sections F.E.N. de base, par établissements, comprenant enseignants et agents ; et surtout, il faut créer l'unité en définissant et en menant à la base des actions unitaires.

L'INFLUENCE DE CES DIFFERENTS COURANTS :

Voici le tableau des forces actuelles, telles qu'elles viennent de s'exprimer au Congrès National qui vient de se terminer :

TENDANCES	MANDATS	POURCENTAGE	PERTES OU GAINS % 67	ELUS A LA C.A.
• Autonomes •	8.050	55,96 %	- 6,5 %	14 élus (au lieu de 16)
• Unité et Action • (« cégétistes »)	4.611	31,79 %	+ 0,38 %	8 élus (pas de changement)
Ecole Emancipée	927	6,39 %	Très léger gain, malgré le départ du F.U.O.	2 élus (1 de plus)
Front Unique Ouvrier	320	2,20 %	N'existait pas en 67	Pas d'élus
Rénovation Syndicale	528	3,64 %	N'existait pas en 67	1 élu

Ainsi, les sociaux démocrates sont nettement en perte de vitesse, avec deux sièges de moins qu'en 1967. Mais ces sièges sont passés à « Unité et Action », qui cependant ne progresse pas. Ce que les révisionnistes gagnent sur leur droite, ils le perdent sur leur gauche : ils recrutent parmi les professeurs réactionnaires, mais ils font fuir les militants progressistes. Par opposition, la progression des groupes minoritaires est nette.

Quelles conclusions en tirer ? Comme le notait un précédent article de l'Humanité Rouge, le milieu enseignant est largement dominé par une idéologie réactionnaire, ainsi que l'atteste la puissance des réformistes. Mais il existe une importante minorité d'enseignants progressistes qui refusent aussi bien la ligne des sociaux démocrates que celles des révisionnistes.

Cela est encore plus net si nous considérons non plus ce qui se passe au congrès mais l'évolution que l'on constate à la base. Prenons quelques

exemples. Les élections des délégués du S.N.I. ont donné 10 à 50 % des voix aux militants pour la Rénovation syndicale. La liste Rénovation a recueilli 20 % des voix au Syndicat des Agents Universitaires. Ailleurs, des militants Unité et Action protestent de

plus en plus énergiquement contre la politique menée par leurs dirigeants ; certains se sont prononcés contre la participation aux conseils de gestion des lycées, d'autres pour le boycott de l'agrégation, etc. Mais ils se soumettent encore à la discipline syndicale. Enfin, le fossé s'élargit à l'Ecole Emancipée entre les trotskystes de Rouge et les autres militants. Localement, des groupes sont créés unissant des syndiqués de diverses tendances.

Les marxistes-léninistes ne doivent pas ignorer l'existence de ce courant (et c'est une critique que nous faisons au précédent article). Au contraire, ils doivent l'aider à se développer sur des bases de plus en plus justes, à se dégager des influences trotskystes ou réformistes, à rejeter ses illusions petites bourgeoises sur l'autonomie du syndicalisme enseignant, à se placer sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde marxiste-léniniste.

GRAND CONCERT NIXON-SATO-BREJNEV, CONTRE LA CHINE POPULAIRE

Les entretiens secrets qui viennent de se dérouler à Washington du 13 au 21 novembre entre Nixon et le Premier ministre japonais Sato se sont conclus sur un accord qui constitue un pas important dans l'intégration du Japon au sein du système agressif américain dirigé contre la Chine populaire et les autres peuples d'Asie.

La décision la plus spectaculaire, et aussi la plus trompeuse, consista dans le retour de l'archipel des Ryu-Kyu (Okinawa) sous la souveraineté japonaise... en 1972 et le rapatriement, à cette date, des bases nucléaires U.S. (le statut des autres bases yankees étant inchangé !).

A ce sujet, il faut préciser que cet accord pour limité et trompeur qu'il soit, est le résultat de la lutte acharnée du peuple d'Okinawa pour le retour à la patrie japonaise et contre l'occupant yankee. Le caractère particulièrement massif et résolu de cette lutte a, comme le reconnaît « Le Monde » du 23 novembre :

« ... Enlevé aux bases U.S. une bonne part de leur valeur de dissuasion. »

En outre, la valeur militaire de ces bases en temps de paix a décliné, à mesure que s'accroissaient les arsenaux nucléaires des deux grandes puissances agressives. En effet, lors de l'installation des bases américaines à Okinawa, à Taïwan, aux Philippines, etc. l'U.R.S.S. était partie intégrante du camp socialiste. Aujourd'hui, les dirigeants révisionnistes Khrouchtchev sont devenus les alliés de fait de l'impérialisme U.S. en Asie, contre la Chine populaire et les autres forces révolutionnaires.

Pour toutes ces raisons, Nixon n'a évidemment pas à hésiter beaucoup pour faire aux réactionnaires japonais une concession de façade que ceux-ci vont maintenant s'efforcer d'exploiter « à chaud » sur le plan électoral. Sato a en effet décidé d'organiser des élections générales à la fin de l'année, espérant que la nouvelle de la restitution prochaine d'Okinawa lui permettra d'enrayer le constant recul électoral du parti gouvernemental libéral-démocrate.

Mais le peuple japonais, à mesure qu'il découvre la nature réelle de l'accord Nixon-Sato se rend compte que loin de « libérer Okinawa », les réactionnaires japonais n'ont fait qu'enchaîner davantage le Japon au char de guerre américain.

Sato a accepté en effet :

- Qu'en cas de « crise internationale grave » les armements nucléaires puissent être réintroduits dans l'archipel des Ryu-Kyu.
- Que le Japon soit désormais solidaire, y compris sur le plan militaire, des U.S.A. dans le maintien du statu-quo en Asie orientale. (Cela implique, ainsi que le mentionne explicitement le communiqué commun publié à l'issue des entretiens), que le Japon aidera le cas échéant les U.S.A. à maintenir par la force le pouvoir des fantoches sud-coréens, et celui de la clique de Tchong Kai-cheh à Taï-Wan.
- Que le Japon se range publiquement aux côtés des U.S.A. dans leurs guerres d'agression contre les



La jeunesse japonaise en lutte contre le gouvernement pro-américain de Sato.

peuples vietnamien, lao, thaï, etc. Cela est dit explicitement en ce qui concerne le Vietnam. Nixon espère ainsi compenser sa défaite irrémédiable face à l'héroïque peuple vietnamien, et stopper la débâcle impérialiste.

De plus, les forces armées yankees conserveront plus de 150 bases dans le seul archipel des Ryu-Kyu, et toutes leurs bases actuelles au Japon proprement dit.

Ainsi que l'indiquait le 23 novembre l'agence Chine Nouvelle : « Depuis que Nixon est au pouvoir, l'impérialisme américain a accru dans une large mesure sa collaboration militaire avec les réactionnaires japonais. Nixon voudrait voir les militaristes japonais jouer un rôle important dans sa « nouvelle politique asiatique » pour arriver à ce que « les asiatiques combattent les asiatiques. »

De même, le ministre des affaires étrangères du Vietnam Nord a publié un communiqué condamnant la rencontre Nixon-Sato, qui déclare notamment que « Sato autorise les Etats-Unis à continuer à utiliser leur bases au Japon, notamment celle d'Okinawa après 1972, au service de leur guerre d'agression au Vietnam ».

Mais si les réactionnaires japonais sont avides de ressusciter, cette fois avec la bénédiction des U.S.A. et de l'U.R.S.S., la défunte sphère de coprosperité de la Grande Asie Orientale, il n'en est pas de même des peuples japonais et américain. Ces derniers viennent

de le montrer encore tout récemment à Sato et ses complices. Ainsi que le rappelle le même article de l'agence Chine Nouvelle :

A son départ de Tokyo pour Washington, Sato s'est heurté à un puissant mouvement populaire anti-américain. Il a été obligé d'échapper à l'encerclement des masses japonaises en hélicoptère, après avoir déployé des dizaines de milliers de policiers au sol, en mer et en l'air. A Washington, cet hôte malvenu a été « accueilli » par des manifestations.

Quant aux dirigeants révisionnistes de l'U.R.S.S., ils n'ont soufflé mot du caractère belliciste de l'accord Nixon-Sato. Ils ne peuvent en effet causer aucune peine, même légère, à leurs amis de Tokyo avec lesquels ils ont multiplié, ces derniers temps les accords de commerce, de navigation aérienne, etc. et signé un accord pour « la mise en valeur de la Sibirie Orientale ».

Mais les peuples soviétiques savent eux aussi reconnaître leurs amis de leurs ennemis. C'est pourquoi, ils rejeteront la politique d'entente avec les impérialistes américains et japonais en vue de l'encerclement de la Chine populaire.

A cette politique commune de leurs gouvernements impérialistes et sociaux-impérialistes, les peuples japonais, américain et soviétiques répondront par une lutte conjointe révolutionnaire et anti-impérialiste.

Et contre cette lutte, les Nixon, Sato et Brejnev seront impuissants.

LA NÉGOCIATION D'HELSINKI nouveau complot contre les peuples nouvel échec inéluctable

Le 17 novembre, se sont ouvertes à Helsinki, les négociations américano-soviétiques sur la « limitation des armements stratégiques ».

Le lieu de la négociation est déjà tout un symbole.

Le palais du gouvernement finlandais fut le quartier général de la révolution communiste en 1918 en Finlande. Cette révolution fut écrasée par les forces conjointes des gardes-blancs de Mannerheim et des Allemands de Von der Goltz. 40 000 filles et fils du peuple finlandais (sur 3 millions d'habitants à l'époque !) tombèrent sous les pelotons d'exécution et dans les bagnes de la contre-révolution.

Aujourd'hui, en Finlande, règne la démocratie véritable chère aux révisionnistes de tout poil. Depuis 1966, des ministres communistes et socialistes « de gauche » participent au gouvernement bourgeois aux côtés des agrariens (maintenant Parti du « Centre ») et des sociaux-démocrates.

Ces « communistes » apprivoisés et domestiqués sont les meilleurs chiens de garde possibles pour une bourgeoisie aussi rapace que ses sœurs de France ou d'Allemagne fédérale.

Après plus de trois ans de ce régime, le capitalisme finlandais se porte aussi bien que possible. Quant aux travailleurs, abandonnés par les bonzes syndicaux, sociaux-démocrates et communistes, ils sont contraints d'avoir recours, comme leurs frères Anglais, Français ou Allemands, à des grèves « sauvages » pour défendre leur pouvoir d'achat et leurs libertés syndicales contre l'arbitraire patronal et gouvernemental.

Les journaux ne disent pas si les négociateurs de Brejnev ont poussé l'hypocrisie jusqu'à aller déposer des roses rouges sur les tombes des ouvriers et paysans finlandais massacrés par la réaction en 1918.

Au reste ils sont venus pour s'entendre avec leurs homologues yankees sur un équilibre de la terreur, et non pour jouer une quelconque comédie de fidélité aux idéaux révolutionnaires du prolétariat.

UNE ENTENTE DE BRIGANDS

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La course aux armes de destruction massive, déclenchée par l'impérialisme américain avec la fabrication de la première bombe atomique en 1945, et son largage sur la ville japonaise d'Hiroshima coûte trop cher aux deux plus grandes puissances impérialistes. Mais leur hostilité commune aux forces révolutionnaires du monde, dont le bastion principal est la grande Chine populaire, n'empêche pas la crainte mutuelle qu'ils éprouvent l'un de l'autre. Après tout, les impérialistes Anglais, Français et Américains étaient aussi anticommunistes que Hitler ou Tojo. Pourtant la Deuxième Guerre mondiale a commencé non par un assaut général contre l'U.R.S.S. mais par un affrontement entre Etats impérialistes.

Comment limiter la course aux armements qui résulte de cette crainte mutuelle, naturelle entre bandits de grands chemins ?

C'est à ce problème ardu que ce sont attaqués les négociateurs d'Helsinki.

D'ailleurs, tant valent les protagonistes d'un traité, tant vaut le traité lui-même. Or, impérialistes yankees et sociaux-impérialistes russes ont montré en une multitude de circonstances, le peu de cas qu'ils font de leurs propres engagements, et le cynisme avec lequel ils traitent leurs propres alliés.

Mais d'un autre côté, le poids budgétaire croissant des armements nucléaires stratégiques devient insupportable, même pour les deux plus grandes puissances impérialistes. Leurs stocks nucléaires n'ont d'ailleurs pu empêcher la progression des luttes révolutionnaires de libération nationale, ni intimider la Chine et l'Albanie populaire, bastion du socialisme. Alors la question qui se pose est, comme pour le cadavre rendu célèbre par une pièce de théâtre d'il y a quelques années : « Comment s'en débarrasser ? ».

UN OBJECTIF : LEGALISER LA CO-DOMINATION

Le deuxième objectif recherché par les négociateurs d'Helsinki et leurs patrons est d'institutionnaliser de manière définitive et irréversible leur co-domination sur la planète, basée sur leur supériorité en armements de destruction massive.

Depuis l'avènement du révisionnisme moderne en U.R.S.S., les dirigeants américains et russes ont recherché avec persévérance cette institutionnalisation. Le traité de Moscou sur l'arrêt partiel des essais nucléaires, de 1963 fut le premier pas dans cette voie.

Ce fut un échec. En effet cinq pays socialistes sur 13 (à savoir l'Albanie, la Chine, la Corée, Cuba et le Vietnam) refusèrent de signer le traité.

Par ailleurs certaines puissances impérialistes ne le signèrent qu'à regret. La France refusa même de le signer.

Il n'était pas nécessaire, en effet, d'être communiste pour comprendre que cet accord n'avait d'autre but que d'empêcher les Etats non-nucléaires à l'époque de se doter de leur propre arsenal nucléaire, et de se soustraire du même coup à la domination américaine ou russe, ou plutôt américano-russe. Le monopole nucléaire soviéto-yankee fut brisé par la Chine populaire, et l'explosion de la première bombe atomique chinoise fut accueillie avec enthousiasme par tous les révolutionnaires et tous les peuples opprimés du monde.

La deuxième tentative fut le traité de non-dissémination des armes nucléaires, que le gouvernement social-démocrate de la République Fédérale Allemande vient de signer avec éclat, ce gouvernement ambitionnant de jouer le rôle de fondé de pouvoir des « deux géants » en Europe.

Mais ce traité suscite les plus expresses réserves d'un grand nombre de pays capitalistes, tels que la France et l'Inde, et se heurte à l'hostilité résolue et agissante du camp mondial de la révolution et du socialisme, dont la Chine et l'Albanie populaires sont plus que jamais les bastions.

Le dénominateur commun de ces deux traités et de celui auquel travaillent les négociateurs d'Helsinki est qu'ils ne mettent pas en cause les stocks d'armes de destruction massive détenus par les U.S.A. et l'U.R.S.S. et pas davantage leurs vecteurs, c'est-à-dire les fusées intercontinentales. Il s'agit donc, non de désarmement général et total mais :

— du désarmement du monde entier excepté les deux puissances impérialistes les plus puissantes ;

— de la fixation concertée entre ces deux puissances, d'un niveau des armements stratégiques qui assure le maintien de leur supériorité militaire sur le reste du monde, sans dépasser le maximum budgétaire supportable.

Comme on peut le voir, il ne s'agit nullement d'un pas en avant vers « un monde sans armes, sans armées et sans guerre » pour employer la formule trompeuse de Khrouchtchev.

LE CHANTAGE NUCLEAIRE IMPERIALISTE EN ECHEC

Le camarade Lin Piao, dans son ouvrage capital « Vive la victorieuse guerre du peuple » écrit :

« Les révisionnistes Khrouchtchéviens soutiennent qu'un pays sans armes nucléaires ne peut venir à bout d'un adversaire possédant de telles armes... »

« Ce qui revient à dire que celui sans armes nucléaires à pour sort d'être malmené, humilié, anéanti, qu'il doit capituler devant l'armement nucléaire de l'ennemi, ou se mettre sous la « protection » d'une puissance nucléaire et lui obéir au doigt et à l'œil. N'est-ce pas là la loi de la jungle dans toute sa crudité ? N'est-ce pas aider au chantage nucléaire des impérialistes ? N'est-ce pas interdire aux autres la voie de la Révolution ? »

Tel est bien en effet le fond des pourparlers entre impérialistes et sociaux-impérialistes, et telle est la philosophie de chien crevé dérivant au fil de l'eau qui est celle des pacifistes bêlants de tout acabit aux premiers rangs desquels se trouvent les dirigeants révisionnistes du P. C. F.

Mais les révolutionnaires du monde entier rejettent avec dégoût cette morale d'esclaves. Ils pensent, avec le camarade Mao Tsé-toung que :

« Le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel. Le rapport des forces se détermine non seulement par le rapport des puissances militaires et économiques, mais aussi par le rapport des ressources humaines et des forces morales. C'est l'homme qui dispose des forces militaires et économiques. »

(De la guerre prolongée).

Les multiples défaites des impérialistes face aux peuples opprimés depuis la Deuxième Guerre mondiale, la débâcle actuelle des envahisseurs yankees au Vietnam montrent qu'en effet, si puissants que paraissent les impérialistes, ils ne sont que des tigres en papier qu'aucun arsenal nucléaire ne sauvera de la défaite.

Et cela, les négociateurs d'Helsinki n'y peuvent rien !

Manchester, 26 Novembre : chaude tournée pour les ambassadeurs de l'Apartheid !

Plus de 5 000 manifestants se sont rassemblés à Manchester pour protester contre la politique raciste de l'Afrique du Sud et tenter d'empêcher un match des Springboks au stade municipal de Manchester. Cette équipe, uniquement composée de joueurs blancs, est engagée dans une tournée de 3 mois en Grande-Bretagne, et ne sert qu'à tenter de redorer le blason bien terni du régime fasciste de Vorster et à faire oublier les crimes commis tous les jours contre la population noire et la lutte de libération qu'elle engage.

Les manifestants, venus des universités et collèges de la région, mais aussi de certaines usines de Manchester, ont défilé dans les quartiers ouvriers de la ville en expliquant leurs buts à la population, puis ont tenté de pénétrer sur le terrain et se sont heurtés aux forces de police (2 000 policiers venus de toute l'Angleterre).

Après avoir submergé plusieurs barrages, ils étaient sur le point de réussir lorsque la police montée est intervenue.

Pendant ce temps-là, sur le terrain même, quelque 500 manifestants, mêlés aux spectateurs parvenaient à crier leur haine, avant d'être brutalement éjectés du terrain.

Le caractère disparate de la manifestation (étudiants ou prêtres pacifistes et libéraux, mêlés à d'authentiques militants anticapitalistes) expliquent l'incohérence relative de la tactique qui a empêché que cette action réussisse tout à fait, ainsi que la diversité des mots d'ordre : le très vague « Vive la liberté ! », mais aussi « A bas l'Apartheid ! », « A bas le racisme », « Mort à Vorster ! », « Les Springboks à la porte ! », et aussi « Vive le socialisme ! », « Lutte des races, non, lutte des classes, oui ! », « Noirs et Blancs unis pour la lutte ! ».

Le match, bien que considérablement perturbé n'a pu être empêché : mais les organisateurs ont dû, encore une fois supporter des frais considérables pour payer les flics et leurs chiens policiers mobilisés sur le terrain ; les policiers anglais, célèbres pour leur soi-disant bonhomie, ont montré leur vraie nature (97 arrestations, quelques blessés), et la population anglaise a prouvé qu'elle pouvait se mobiliser en masse pour clamer son indignation.

Springboks, votre tournée n'est pas finie, de nouveaux ennuis vous attendent.

Correspondant H.R.

Pour le 25^e Anniversaire de l'Albanie

Message de Mao Tsé-Toung

Lin Piao et Chou En-Lai

au Parti du Travail d'Albanie

Chers Camarades,

Au moment où le Peuple Albanais Frère, enthousiasmé par ses victoires, célèbre dans l'allégresse le 25^e anniversaire de la Libération de sa patrie, nous tenons, au nom du Parti Communiste Chinois, du Gouvernement de la République Populaire de Chine et de tout le Peuple Chinois, à adresser nos félicitations les plus chaleureuses à vous, au Parti du Travail d'Albanie, au Gouvernement de la République Populaire d'Albanie et au Peuple Albanais tout entier.

Il y a 25 ans, le Peuple Albanais, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le camarade Enver Hodja, libéra sa patrie, les armes à la main, en battant les occupants fascistes italiens et allemands grâce à ses propres forces, au terme d'une longue lutte qu'il mena par vagues successives et avec un héroïsme inflexible. C'est là une grande victoire dans l'histoire de la lutte révolutionnaire du Peuple Albanais.

Au cours des 25 ans qui ont suivi la Libération, le vaillant Peuple Albanais, sous la direction clairvoyante du Parti du Travail et portant haut levé le drapeau rouge du marxisme-léninisme, bravant les difficultés et les périls, et refusant de s'incliner devant la force, a déjoué toutes les tentatives de subversion, de sape et de troubles de la part des ennemis de classe, de l'intérieur comme de l'extérieur, et sauvegardé ainsi l'indépendance de sa Patrie et le Pouvoir socialiste. Exerçant sans défaillance la dictature du prolétariat et persévérant dans la voie du socialisme, il a remporté d'éclatants succès dans la révolution et l'édification socialistes. Le mouvement pour la révolutionnarisation, qui se poursuit en Albanie, a porté la révolution socialiste à une étape où elle s'approfondit encore, change considérablement l'état d'esprit de l'homme et imprime un essor toujours plus vigoureux à l'édification du socialisme. Le peuple Albanais a mené une lutte héroïque contre l'impérialisme ayant les Etats-Unis à sa tête, contre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique dirigeante des révisionnistes soviétiques, et contre toute la réaction, apportant ainsi une contribution remarquable à la cause révolutionnaire des peuples du monde. L'Albanie socialiste est devenue aujourd'hui un solide bastion dans l'aide et le soutien au prolétariat et aux peuples révolutionnaires du monde en lutte pour leur émancipation.

Les brillantes victoires remportées par le Peuple Albanais sont des victoires de la ligne révolutionnaire prolétarienne suivie par le Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le camarade Enver Hodja, grand marxiste-léniniste. Le Parti du Travail d'Albanie et le Peuple Albanais, par leur brillante pratique révolutionnaire, ont enrichi le patrimoine du marxisme-léninisme.

Le Peuple et le Parti Communiste Chinois éprouvent une joie infinie devant les splendides réalisations et les grandes victoires obtenues par leurs proches compagnons d'armes — le Peuple et le Parti du Travail d'Albanie. Au cours de leur longue lutte menée en commun, nos deux partis, nos deux gouvernements et nos deux peuples ont forgé une profonde amitié révolutionnaire. Cette amitié, fondée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, a soutenu l'épreuve des grandes tempêtes. Le constant développement de l'amitié sino-albanaise exercera une influence chaque jour plus profonde sur le mouvement communiste international et la cause révolutionnaire des peuples du monde.

A l'heure actuelle, la lutte révolutionnaire des peuples du monde est entrée dans une nouvelle période historique. Si désespérés que soient leurs efforts, l'impérialisme, le révisionnisme moderne et toute la réaction n'échapperont pas à leur fin inéluctable. Ils n'en ont plus pour longtemps. Unissons-nous étroitement aux prolétaires et aux peuples et nations opprimés du monde pour remporter des victoires encore plus grandes !

Vive l'héroïque Peuple Albanais !

Vive l'amitié militante, indestructible et éternelle des Peuples Chinois et Albanais !

le 28 novembre 1969.

EUROPE DES CAPITALISTES EUROPE DE LA MISÈRE

Le système qui est mis en place avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir en 1958 est tout entier étudié pour servir plus efficacement, plus promptement et plus rapidement les monopoles que le précédent. De Gaulle et les représentants directs des monopoles qui l'entourent grâce à l'appareil et à la politique d'Etat vont tout faire pour consolider les marchés des monopoles, en gagner si possible de nouveaux, défendre les monopoles contre le capital étranger. Politique monétaire, politique de prestige dans des secteurs de pointe, têtes de pont au Moyen-Orient, affaire du Canada, refus de laisser entrer la Grande-Bretagne dans le Marché Commun : tels sont les différents aspects de cette politique « ambitieuse ». Mais l'impérialisme français n'en a pas les moyens. Comme le dit Bercot (qui s'y connaît) il est « avec l'Angleterre la lanterne rouge » du train impérialiste. Bien avant mai 1968, des voix puissantes s'étaient faites entendre (en particulier toute la presse économique et financière au service des monopoles) pour condamner les « chimères » et l'impasse des dépenses de prestige et d'un anti-américanisme jugé excessif. Parmi les hauts fonctionnaires de l'Etat un puissant courant sur ces positions existait également. La vague révolutionnaire de mai 1968, par les coups vigoureux qu'elle porte à l'économie impérialiste française, révèle ses faiblesses fondamentales et rend inéluctable une modification de certains aspects de la politique dont de Gaulle s'était fait le champion. En votant contre de Gaulle en avril 1968, ce

France et les industries les moins équipées vont connaître des difficultés. Il faudra abandonner au capital U.S. et anglais encore d'autres secteurs.

Mais pour les monopoles les mieux armés, l'entrée de la Grande-Bretagne représente également l'avantage d'avoir un marché plus large ; même si objectivement le capital français avait intérêt à une « petite » Europe, avant même que la Grande-Bretagne n'entre dans le Marché Commun, les tentatives faites pour protéger et développer certains secteurs ont échoué ; certains inconvénients étant déjà acquis, c'est se priver d'un certain avantage pour ceux qui pensent être bien armés face à la concurrence que de retarder l'élargissement de l'Europe des impérialismes.

LES INTERETS DES AUTRES IMPERIALISMES

Outre les causes internes à l'impérialisme français pour accepter l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, il existe des causes externes importantes : la pression des autres impérialismes.

Le premier impérialisme intéressé est la Grande-Bretagne elle-même. Plus vieil impérialisme du monde, la Grande-Bretagne vit de l'exploitation et du pillage des peuples du monde ; il a depuis longtemps liquidé son agriculture et importe tous les produits agricoles de ses anciennes colonies. Il n'a gardé chez lui que le point fort de tout impérialisme : l'industrie. Important beaucoup, il a besoin d'exporter beaucoup. Or, il a perdu sa supré-



LA HAYE : CAPITALISTES DE TOUS LES PAYS DÉFENDONS-NOUS !

n'est pas le projet fascisant de régionalisation que rejetait une partie des monopoles (1). Elle rejetait d'abord un homme politiquement usé, dont la politique n'avait abouti qu'à la plus grande vague révolutionnaire depuis la Commune et 1936. Elle rejetait ensuite certains aspects d'une politique formulée pour servir les intérêts des monopoles mais qui, sur bien des points, avait fait faillite.

Dès lors, l'équipe des monopoles va tenter de réajuster le tir. Tout d'abord, ce fut la politique monétaire qui fut révisée ; ensuite l'on abandonna la « voie française » dans la question de l'énergie atomique pour adopter la filière U.S. Enfin, sur la question de l'Europe, le gouvernement abandonne le veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun à la Conférence de La Haye. En fait, on peut dire que ce résultat faisait partie de la série de mesure de réajustement dont le principe était pour l'équipe des monopoles déjà acquis depuis mai 1968 et dont le départ de de Gaulle a rendu la réalisation possible. La Conférence de La Haye, la soi-disant fermeture de Pompidou, puis l'euphorie européenne de l'issue de la conférence tout cela n'est que propagande et mise en scène à l'usage des diverses opinions publiques.

AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ENTREE DE LA GRANDE-BRETAGNE DANS LE MARCHÉ COMMUN POUR L'IMPERIALISME FRANÇAIS.

Le Marché Commun des « Six » est une politique recherchée par le secteur le mieux équipé du capitalisme français, les monopoles. Les monopoles ont besoin d'un vaste marché pour écouler le volume de production de leurs grandes unités de production. S'ils n'ont pas ce marché, ils étouffent. Bien armés face à la concurrence étrangère, ils peuvent supporter la concurrence qu'entraîne l'ouverture des frontières, la suppression des taxes. En même temps, afin que le secteur agricole arriéré et petit-bourgeois ne soit pas brutalement détruit avec toutes les conséquences politiques que ça aurait entraîné, les monopoles obtenaient un soutien européen des prix agricoles, au bénéfice principal des capitalistes français.

Ouverture des frontières, mais limitée aux « Six » ; car les monopoles n'auraient pu résister à la concurrence U.S. Quant à la Grande-Bretagne c'est, de tous les pays européens, celui dont l'industrie est la plus colonisée par le capital U.S. Lui ouvrir le Marché Commun, c'est en quelque sorte l'ouvrir un peu au capital U.S.

Dans un premier temps, la politique tentée par de Gaulle fut d'essayer de bien placer l'impérialisme français dans tous les domaines face au capital U.S. ;

Il semble maintenant que les monopoles vont délibérément renoncer à développer des secteurs industriels faibles (ordinateurs, énergie atomique, etc.) pour se concentrer sur les points forts qu'ils ont encore ; dans ces conditions, ils vont chercher de plus en plus à s'entendre avec l'impérialisme U.S., à passer des compromis (1) avec lui.

Un de ces compromis consiste à admettre l'entrée de la Grande-Bretagne. Depuis longtemps déjà, une majorité de représentants des monopoles français la réclamait. Cette entrée présente, certes, des inconvénients :

— sur le plan agricole : la Grande-Bretagne entrera avec le Commonwealth, c'est-à-dire ses anciennes colonies qui sont ses fournisseurs en produits agricoles. Cette entrée de grands producteurs agricoles va obliger la France à faire des sacrifices. Mais on espère un compromis là-dessus et s'il n'est pas suffisant, on fera payer les paysans pauvres et moyens !

— de plus, cette entrée va accroître la concurrence en

matie mondiale au profit des U.S.A. sur la plupart des marchés y compris dans sa zone d'influence directe (Nouvelle-Zélande, Australie, Canada). Endetté de plus en plus par ce recul sur le marché mondial, il a un besoin vital d'exporter ailleurs sa surproduction industrielle qui est grande ; les usines depuis longtemps ne tournent qu'aux 3/4 de leur capacité voire à leur moitié et le chômage s'accroît en Angleterre. L'impérialisme britannique libre échangiste depuis plus d'un siècle et demi a encore une industrie relativement compétitive par rapport à celle de la France, même si elle est surclassée par celle de l'Allemagne ou des U.S.A.

L'entrée dans l'Europe peut permettre à la Grande-Bretagne de trouver un répit et un ballon d'oxygène. La Confédération des Industries Britanniques (le C.N.P.F. anglais) le dit carrément :

« L'immense avantage du Marché Commun pour l'économie britannique est d'avoir accès à un vaste marché en croissance rapide, plus de 5 % par an, alors que le marché britannique ne croît que de 2 à 3 % par an » (et même cette année, il n'a cru que de 1 à 2 %).

De leur côté, la Hollande et la Belgique dont une partie importante de leurs activités est liée aux importations venant de l'Angleterre ont un intérêt évident à son entrée dans le Marché Commun.

Enfin, l'Allemagne est en Europe le pays dont l'industrie est la plus forte et recherche de débouchés toujours plus larges. La réévaluation du mark ne porte pas, de ce fait, préjudice à ses exportations d'autant plus que vient d'être supprimée la taxe à l'exportation. Par ailleurs, une masse de capitaux attirés en Allemagne par l'espoir d'une réévaluation du mark, une fois réalisée cette réévaluation va chercher à s'exporter pour toucher la prime de la réévaluation, frayant ainsi la voie à la pénétration du capital allemand dans les divers pays européens.

L'impérialisme allemand a donc tout intérêt à l'extension du Marché Commun.

Chaque impérialisme, pour des raisons différentes espère tirer profit sur le dos des autres, d'un élargissement du Marché Commun.

De son côté, la récente réunion du Pacte de Varsovie des pays révisionnistes a invité tous ces pays à établir des relations avec l'Allemagne de l'Ouest ; on parle déjà d'un voyage d'Ulbricht en R.F.A. Il est clair que le social-impérialisme de Russie et de R.D.A. est intéressé par ce vaste marché européen.

Enfin, l'impérialisme français, au prix du rejet des illusions de certains de ses représentants, entend bien tirer profit de ce marché élargi. Ce ne sera pas sans chercher par tous les moyens à renforcer les capacités concurrentielles de l'industrie française en surexploitant le peuple et la classe ouvrière ; en particulier, la paysannerie pauvre et moyenne risque de se voir un peu plus et un peu plus vite ruinée, comme le rapport Vedel le propose.

(1) Projet qu'ils envisagent maintenant de faire passer par une loi dans quelques temps.

(1) Compromis ne signifie pas alignement complet ; on va certainement abandonner complètement certains secteurs à l'impérialisme (ou à son agent l'Angleterre) mais on va chercher encore à en protéger d'autres ; ainsi le pouvoir des monopoles a interdit au baron Empain de vendre à la firme U.S. Westinghouse les industries électromécaniques Jeumont-Schneider. Le gouvernement cherche à constituer, par contre, un trust en poussant Alstom et la C.G.E. à fusionner avec Jeumont-Schneider.

NOUVELLES DU MONDE EN LUTTE

U.S.A. : LA LUTTE DES SOLDATS U.S.

La lutte des soldats américains contre les guerres d'agression de l'impérialisme américain et les règlements fascistes qu'il impose dans l'armée, s'intensifie au fur et à mesure des défaites subies dans la guerre d'agression au Vietnam et du développement de la lutte du peuple américain. Ceci inquiète et effraie les autorités réactionnaires américaines.

Actuellement, chaque jour, quelque 500 soldats américains désertent et s'absentent sans permission, et ce nombre augmente régulièrement. De mai 1968 au 30 juin 1969, 56.600 soldats américains ont déserté et 150.000 se sont absentés sans permission, soit 10 pour cent des hommes en service actif. Le taux de désertion a triplé au cours des trois dernières années et atteint le double du taux enregistré pendant la guerre de Corée.

En août, à Hawaii, base militaire américaine dans le pacifique, quelques 30 soldats ont abandonné leur cantonnement et ont refusé d'y retourner pour protester contre la guerre d'agression au Vietnam et les mauvais traitements que leur infligent les autorités militaires. Soutenus par d'autres soldats et par la population, ils ont continué la lutte pendant plus d'un mois. En juin, quelque 50 soldats cantonnés à Kaiserlautern, Allemagne occidentale, ont manifesté contre la guerre d'agression au Vietnam et les mauvais traitements que leur font subir les officiers fascistes.

Le 12 octobre, quelque 8.000 manifestants ont fait irruption dans la base militaire de Fort Dix, New Jersey, pour que soient libérés les soldats « prisonniers politiques ». Des dizaines de soldats cantonnés dans cette base se sont joints à eux.

De plus, des organisations clandestines sont organisées par les soldats en nombre toujours plus grand et ils publient de plus en plus des journaux clandestins contre la guerre et les règlements fascistes. Le nombre de ces publications clandestines apparues pour la première fois en 1967 dans les bases militaires tant au Etats-Unis qu'au Sud Vietnam et ailleurs, dépasse maintenant la quarantaine.

BIRMANIE : LA LUTTE ARMÉE S'INTENSIFIE

Depuis septembre, les forces armées populaires birmanes dirigées par le Parti Communiste de Birmanie et les forces armées de diverses nationalités birmanes ont remporté de nouvelles victoires.

Elles ont élargi leurs opérations de guérilla dans les régions d'Irrawaddy, de Pegu, de Tenasserim, d'Akyab, de Kachin et des Chan.

Les réactionnaires birmanes ont lancé en octobre, dans les districts de Bassein et de Myaungmya quelque dix mille soldats, policiers et « gardes civils » dans une campagne d'« encerclement et de répression » contre les forces armées populaires qui les ont batus à plusieurs reprises. Les forces armées populaires avec l'appui de la population ont utilisé une stratégie et des tactiques souples, pour repousser toutes les attaques de l'ennemi. Le moral de l'ennemi en est affaibli et des officiers sont passés avec leurs hommes et leurs armes du côté du peuple.

Les forces armées populaires vont dans les villages y faire du travail de propagande, organiser les masses paysannes et les diriger dans l'élimination des institutions réactionnaires au niveau des villages. A la mi-octobre, elles ont incendié un poste ennemi à Waw, district de Pegu et elles ont ensuite dissous dans les villages avoisinants toutes les institutions réactionnaires, notamment la « garde civile » et les « coopératives » d'Etat.

LE YEMEN DU SUD CELEBRE LA JOURNEE DE L'INDEPENDANCE

Une manifestation et un rassemblement monstres ont eu lieu à Aden le 30 novembre pour célébrer le second anniversaire de l'indépendance du Yemen du Sud.

Après quatre années de lutte armée contre la domination colonialiste britannique, le peuple Sud-Yéménite a conquis son indépendance le 30 novembre 1967, date que le gouvernement a désignée journée de l'indépendance.

Salem Ali Rubaie, Président du Conseil Présidentiel de la République Populaire du Yemen du Sud, a dit au rassemblement : avant, nous avons combattu pour notre indépendance nationale, nous luttons maintenant pour la consolider et pour développer notre économie nationale. Notre gouvernement a nationalisé toutes les banques, compagnies de navigation et compagnies d'assurances étrangères. Cette décision révolutionnaire a asséné un coup dur à la domination colonialiste pesant sur notre économie nationale.

Il a réaffirmé que le Yemen du Sud continuerait à soutenir le mouvement révolutionnaire du Golfe Arabique, la résistance armée palestinienne et la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain.

PALESTINE

En novembre, les guerilleros palestiniens ont lancé 478 attaques contre les troupes israéliennes.

Des commandos d'« Al Assifa » et d'autres organisations ont détruit quelque 130 positions et baraquements, 255 véhicules militaires, 80 batteries d'artillerie et nids de mitrailleuse, 40 ponts, ponceaux et tronçons de chemin de fer et 60 autres installations militaires et économiques d'Israël.

Ils ont aussi abattu un avion israélien au dessus d'Haifa, fait sauter un dépôt d'essence et des oléoducs dans le port d'Haifa.

Dans la nuit du 30 novembre, les commandos d'« Al Assifa » ont attaqué par surprise le quartier général des troupes d'agression israéliennes dans la région de Tellet Hamara, dans la vallée centrale du Jourdain. Après un combat d'une demi-heure, les commandos d'« Al Assifa » ont occupé le quartier général, mettant hors de combat un grand nombre de soldats israéliens, détruisant un poste d'observation et incendiant un baraquement. Les commandos se sont ensuite retirés sains et saufs.

Les guerilleros palestiniens ont aussi lancé en novembre quatre grandes opérations : à Rafah dans la péninsule du Sinai, à Tarkomia au nord d'El Khalil, à Jenin, et Halhoul. Une centaine de soldats israéliens ont été tués ou blessés dans ces opérations.